

SOMMET DU G 20

Tebboune appelle à une action urgente sur la dette

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a renouvelé hier son appel à un traitement urgent de la question du poids de l'endettement et du service de la dette pesant sur les pays en développement et les pays les plus pauvres. Il a proposé une approche incluant l'effacement d'une partie de cette dette ou sa conversion en investissements directs et utiles dans ces pays. P 3



INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Le rythme d'inflation annuel à 2,2% à fin septembre

Le rythme d'inflation en glissement annuel en Algérie s'est établi à 2,2% à fin septembre 2025, a indiqué jeudi l'Office national des statistiques (ONS) dans un communiqué. Le rythme d'inflation en glissement annuel à fin septembre 2025 représente l'évolution de l'indice des prix à la consommation sur la période allant d'octobre 2024 à septembre 2025 par rapport à celle allant d'octobre 2023 à septembre 2024.

P 2

PIB EN HAUSSE, INFLATION MAÎTRISÉE

Les indicateurs économiques au vert

L'économie algérienne poursuit sa dynamique positive. Au deuxième trimestre 2025, le Produit intérieur brut (PIB) a progressé de 3,9 %, un rythme légèrement supérieur aux 3,7 % enregistrés un an plus tôt, selon les estimations publiées par l'Office national des statistiques (ONS). Cette amélioration, bien que modérée, confirme la tendance d'une reprise économique solide, portée principalement par la vigueur du PIB hors hydrocarbures, véritable moteur de la croissance nationale.

P 5

ÉNERGIE, AGRICULTURE ET TECHNOLOGIE

La coopération algéro-américaine monte en puissance

L'Algérie affirme aujourd'hui une trajectoire économique axée sur la diversification et l'ouverture, et voit dans la coopération avec les États-Unis un levier stratégique majeur. À Washington, l'ambassadeur Sabri Boukadoum a présenté une relation bilatérale en nette accélération, portée par l'énergie, l'agriculture, la technologie et la volonté de dépasser les schémas centrés sur les seuls hydrocarbures. « Le ciel est la limite », a-t-il déclaré, soulignant l'ambition d'Alger de renforcer ce partenariat.

P 3

SALON NATIONAL « TASSHIL 2025 » DÉDIÉ AU CRÉDIT, AU LEASING ET À L'INVESTISSEMENT

70 exposants attendus à la Safex dès aujourd'hui P 2

SÉCURITÉ HYDRIQUE

L'Algérie adopte une stratégie nationale structurée P 5

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Le Pdg DE Sonatrach lance le projet d'une usine à Mostaganem P 16

COMMERCE

Réception de 8 laboratoires
mobiles fabriqués en Algérie

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdelatif, a annoncé, jeudi à Alger, la réception de 8 laboratoires mobiles fabriqués en Algérie et dotés d'équipements de pointe, afin de renforcer le contrôle des produits importés. Lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Mouaz Ahmed, vice-président de l'APN, consacrée aux questions orales, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, Mme Abdelatif a précisé que "conformément aux instructions du président de la République, visant à renforcer l'action de contrôle en laboratoire, huit laboratoires mobiles de fabrication algérienne et dotés en équipements de pointe ont été réceptionnés en vue de renforcer le contrôle des produits importés et locaux sur le terrain". La ministre a, en outre, affirmé que la structure nationale des laboratoires représente l'épine dorsale du système de contrôle, d'autant plus que le secteur compte 42 laboratoires actifs relevant du Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE), en sus du Laboratoire national d'essais spécialisé dans le contrôle des produits industriels. La capacité d'analyse de ces laboratoires s'élève à 20.000 échantillons par an et une augmentation est attendu à la faveur de l'entrée en service de nouveaux laboratoires, a-t-elle relevé.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Le rythme d'inflation annuel
à 2,2% à fin septembre

Le rythme d'inflation en glissement annuel en Algérie s'est établi à 2,2% à fin septembre 2025, a indiqué jeudi l'Office national des statistiques (ONS) dans un communiqué. Le rythme d'inflation en glissement annuel à fin septembre 2025 représente l'évolution de l'indice des prix à la consommation sur la période allant d'octobre 2024 à septembre 2025 par rapport à celle allant d'octobre 2023 à septembre 2024.

Par R E.

Quant à la variation annuelle des prix à la consommation, c'est-à-dire la croissance des prix en septembre 2025 par rapport à septembre 2024, elle a enregistré une baisse de 2%. S'agissant de l'évolution mensuelle, qui est l'indice brut des prix à la consommation en septembre 2025 par rapport à août 2025, elle a été de -0,7%, alors qu'elle avait connu "une relative stabilité" à la même période de 2024 (+0,1%). Selon l'office, ce recul s'explique principalement par la diminution des prix des

produits alimentaires, en baisse de 1,4%, ainsi que par le fléchissement des prix des produits manufacturés (-0,3%). Les produits agricoles frais ont fortement contribué à cette tendance, affichant une variation de -2,1%, notamment sous l'effet de la chute des prix des légumes (-19,0%) et de la pomme de terre (-18,1%). L'ONS précise toutefois que certains produits ont augmenté, dont la viande de poulet (+19,0%) et les fruits (+21,6%). Les produits alimentaires industriels ont également reculé de 0,7%, un mouvement attribué en grande partie

à la baisse des prix des légumes secs (-0,9%), poursuit la même source. Concernant les produits manufacturés, la baisse est liée à la diminution des prix de l'habillement pour enfants (-1,6%) et des fournitures scolaires (-7,7%), tandis que certains articles, comme les chaussures pour enfants et bébés, ont enregistré une légère hausse (+0,9%). Les prix des services, eux, sont restés stables. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation affiche une baisse plus marquée de 1,0% en septembre par rapport à août, souligne l'ONS.

SALON NATIONAL « TASSHIL 2025 » DÉDIÉ AU CRÉDIT, AU LEASING ET À L'INVESTISSEMENT

70 exposants attendus à la Safex dès aujourd'hui

Par Selma R

Le Salon national TASSHIL revient en force pour sa deuxième édition, prévue du 23 au 25 novembre 2025 au pavillon Gourara de la SAFEX, à Alger. Après une première édition particulièrement réussie, l'événement ambitionne cette année d'asseoir davantage son positionnement comme rendez-vous majeur de l'accès au financement, de l'investissement et de l'accompagnement des porteurs de projets en Algérie. Placé sous le haut parrainage du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises,

ce salon verra la participation de 70 exposants issus de domaines clés de l'économie nationale : banques, sociétés de leasing, établissements de microfinance, organismes d'appui à l'investissement, entreprises industrielles, opérateurs immobiliers, sociétés de services, incubateurs, ainsi que structures dédiées à l'auto-entrepreneuriat. Les organisateurs prévoient d'accueillir près de 20 000 visiteurs, qu'il s'agisse de particuliers à la recherche de facilités de crédit, de jeunes porteurs de projets, de chefs d'entreprises ou d'investisseurs. Cette nouvelle édition se distingue par plusieurs innovations majeures. La principale nouveauté réside dans le lance-

ment de la première plateforme nationale de simulation de crédit 100 % algérienne, assistée par intelligence artificielle. Cet outil inédit permettra aux visiteurs de comparer en temps réel les offres de crédit disponibles, d'évaluer leurs capacités de remboursement et de modéliser différentes solutions financières selon leur profil. TASSHIL 2025 intègre un programme riche en contenus avec l'organisation de workshops certifiants, destinés à renforcer les compétences des entrepreneurs dans des domaines tels que la gestion financière, les mécanismes de financement, le montage de projets, les solutions de paiement modernes ou

encore les fondements de la finance islamique. Le salon accueillera également un cycle de conférences animées par des experts nationaux et internationaux. Elles permettront d'aborder des thématiques stratégiques telles que la transformation digitale dans la finance, les nouveaux modèles de leasing, les mécanismes de financement innovants, l'évolution des dispositifs d'investissement et la dynamique des PME/PMI en Algérie. Il est à noter que le Salon TASSHIL s'inscrit dans une dynamique nationale d'élargissement de l'accès au financement, notamment pour les jeunes entrepreneurs, les start-up, les petites entreprises et

les ménages. L'événement met en avant les solutions compatibles avec la finance islamique, qui connaît un intérêt croissant auprès du public algérien, et offre une visibilité aux mécanismes modernes de crédit et de paiement. L'objectif central reste de faciliter l'accès au crédit, encourager l'investissement productif et soutenir la création d'emplois. En réunissant les principaux acteurs du financement et les différents secteurs économiques, TASSHIL contribue à l'amélioration de l'environnement des affaires et à l'émergence de modèles économiques innovants.

LA BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE INAUGURE SES PREMIÈRES FILIALES EN FRANCE

Un tournant stratégique dans son expansion internationale

Par S R.

La Banque Extérieure d'Algérie (BEA) vient de franchir une étape décisive de son histoire en inaugurant officiellement ses trois premières filiales en France, implantées à Marseille, Saint-Denis et Courcelles. Il s'agit de la toute première présence bancaire 100 % BEA sur le territoire français, marquant une avancée majeure dans la stratégie d'internationalisation de la banque publique algérienne. La cérémonie d'inauguration s'est tenue en présence de plusieurs responsables de haut niveau. Parmi eux, El Hadi Soltani, président du Conseil d'administration de la BEA, Mounir Belala, directeur général par intérim de la banque, ainsi que Labbou

Liamine, directeur général de BEA International. Des membres du conseil d'administration, des cadres dirigeants, des partenaires institutionnels et des représentants de la communauté algérienne en France ont également assisté à l'événement. Dans son allocution, le directeur général par intérim, Mounir Belala, a qualifié l'ouverture de ces filiales de moment historique pour la BEA. Selon lui, cette implantation ouvre un nouveau chapitre dans le développement international de la banque et renforce son positionnement parmi les acteurs financiers du continent. Le responsable a rappelé que la BEA, première banque d'Algérie, figure en 2025 parmi le top dix des banques afri-

caines. Une progression qu'il attribue à la solidité de la banque, la confiance de sa clientèle et l'engagement de ses équipes. Il a également souligné la capacité de l'institution à anticiper les évolutions profondes du secteur bancaire, particulièrement dans un contexte mondial marqué par la digitalisation et les nouvelles exigences réglementaires. L'ouverture des filiales de Marseille, Saint-Denis et Courcelles répond à une demande croissante des investisseurs, des opérateurs économiques et des membres de la diaspora algérienne. Pour le directeur général par intérim, la présence de la BEA en France permettra de rapprocher l'offre bancaire de ses utilisateurs, d'assurer un accompagnement personnalisé et de fluidifier les échanges

financiers entre les deux rives de la Méditerranée. L'objectif est clair : offrir un interlocuteur bancaire de proximité capable de comprendre les spécificités du marché, les besoins des entreprises engagées dans le commerce extérieur et les attentes des particuliers souhaitant accéder à des services transfrontaliers fiables. Avec cette implantation en France, la BEA s'ouvre de nouvelles perspectives dans un environnement bancaire concurrentiel. Sa stratégie repose sur trois piliers : renforcer sa proximité avec ses clients, promouvoir des solutions innovantes et consolider son rôle d'acteur régional incontournable. L'ambition affichée est de devenir un pont financier solide entre l'Algérie, l'Europe et l'Afrique.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SOMMET DU G 20

Tebboune appelle à une action urgente sur la dette

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a renouvelé hier son appel à un traitement urgent de la question du poids de l'endettement et du service de la dette pesant sur les pays en développement et les pays les plus pauvres. Il a proposé une approche incluant l'effacement d'une partie de cette dette ou sa conversion en investissements directs et utiles dans ces pays.

Par Sirine R.

Dans un message adressé aux participants au Sommet du G20 tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, et lu par le Premier ministre Sifi Ghrieb, a insisté sur le niveau d'endettement élevé des pays à faible revenu, qu'il qualifie de « menace pour la communauté internationale ». Ces questions, dira-t-il, exigent que nous poursuivions la réflexion sur des plans et initiatives internationales fondés sur la solidarité, afin de produire des résultats concrets et tangibles répondant aux aspirations de nos peuples. Tebboune a renouvelé l'appel de l'Algérie à une action urgente sur la dette : réduire son fardeau ou la convertir en investissements directs et rentables dans les pays concernés. Il a souligné que la dette n'est pas seulement un problème quantitatif, mais qu'elle est rendue particulièrement lourde par des aspects techniques liés à l'évaluation des risques appliqués par les institutions financières internationales. Le problème de la dette ne réside pas seulement dans son volume, mais surtout dans les aspects techniques liés aux politiques d'évaluation des risques par les institutions financières internationales, qui rendent le service de la dette lourd pour les économies de ces pays. Conscients de ces complexités techniques, nous appelons à des réformes profondes permettant de trouver une issue pour les pays écrasés par les dettes souveraines. « Nous appelons à des réformes profondes permettant de trouver une issue pour les pays écrasés par les dettes souveraines », indique-t-il, soulignant que « l'Algérie a déjà procédé à l'effacement des dettes de 18 pays africains afin d'alléger leur far-

deau ; cette initiative montre notre volonté de contribuer concrètement à la solution ».

Réforme des institutions financières

Le président Tebboune a appelé à une refonte des institutions financières internationales. Il plaide pour une gouvernance plus juste : « Il est nécessaire d'assurer une représentation équitable, transparente et respectueuse des pays en développement et du continent africain dans les organes de décision ». Selon lui, la montée démographique et économique de l'Afrique doit se traduire par un poids accru dans ces structures de gouvernance. Sur le plan de la transition écologique, Tebboune a encouragé la mobilisation de financements internationaux pour permettre aux pays pauvres d'accéder aux technologies d'énergie verte. Il a aussi soutenu la création de partenariats bilatéraux ou multilatéraux pour accélérer ce virage énergétique : « Ensemble, nous pouvons réaliser un bond historique dans ce domaine ». Par ailleurs, il a appuyé l'idée d'un mécanisme de financement pour la réponse rapide aux catastrophes, activable dès qu'un pays en fait la demande, réfléchissant à un modèle où les institutions financières internationales pourraient intervenir plus efficacement. Tebboune a par ailleurs exprimé son soutien à l'idée d'intégrer l'Union africaine au G20, arguant que cela renforcerait la voix du continent dans les décisions économiques mondiales. « Mon pays salue chaleureusement l'adhésion de l'Union africaine au G20, convaincu que cette intégration permettra de défendre les intérêts du continent africain dans les forums internationaux et

de faire connaître au monde et aux pays les plus avancés la vision africaine des questions économiques internationales, notamment le financement du développement, l'accès aux marchés mondiaux et les transferts technologiques », indique-t-il, soulignant le rôle stratégique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) pour favoriser la croissance, l'intégration et l'exploitation équitable des ressources. Le partenariat gagnant entre l'Afrique et le G20 trouvera naturellement sa place au sein de la ZLECAF, qui revêt une importance particulière pour les pays africains afin de développer l'intégration et la coopération régionales et de promouvoir la croissance inclusive et durable du continent. Sur un autre registre, le président a affirmé que l'Algérie se joint également « aux appels internationaux pour lutter contre les flux financiers illicites en provenance d'Afrique et pour un usage équitable des ressources minières pour le développement des pays africains, ces ressources étant présentes sur le sol africain et appartenant avant tout aux Africains ». L'un des moments forts de son discours a été son soutien appuyé au peuple palestinien. Tebboune condamne « les atrocités commises contre les Palestiniens » comme un « génocide systématique » et appelle les membres du G20 à lancer une mobilisation générale pour reconstruire Gaza et offrir un avenir meilleur aux Palestiniens. « Il est amer de constater que les exactions infligées au peuple palestinien sont rarement vues dans l'histoire de l'humanité. Nous espérons donc que les pays du G20 seront les premiers à lancer une mobilisation générale pour construire un avenir meilleur », a-t-il conclu.

ÉNERGIE, AGRICULTURE ET TECHNOLOGIE

La coopération algéro-américaine monte en puissance

Par M. A.

L'Algérie affirme aujourd'hui une trajectoire économique axée sur la diversification et l'ouverture, et voit dans la coopération avec les États-Unis un levier stratégique majeur. À Washington, l'ambassadeur Sabri Boukadoum a présenté une relation bilatérale en nette accélération, portée par l'énergie, l'agriculture, la technologie et la volonté de dépasser les schémas centrés sur les seuls hydrocarbures. « Le ciel est la limite », a-t-il déclaré, soulignant l'ambition d'Alger de renforcer ce partenariat. Si l'énergie reste un pilier essentiel, Alger met désormais l'accent sur l'élargissement des domaines de coopération. Le secteur privé, qui représente près de 60 % de l'économie, crée de nouvelles opportunités. L'agriculture en offre une illustration notable : une entreprise algérienne a acquis 25 000 têtes de bétail dans l'Ohio, première étape d'un programme pouvant atteindre 200 000 unités. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie nationale de modernisa-

tion et d'autonomie alimentaire. « Nous voulons sortir de la dépendance pétrolière, et cela exige une ouverture assumée à la technologie, à l'expertise et au savoir-faire internationaux », a rappelé l'ambassadeur lors de son intervention lors du lancement de la nouvelle série « Ambassador Series » du Stimson Center, un think tank américain consacrant cette édition aux enjeux géopolitiques et économiques de l'Afrique du Nord. Le volet technologique progresse également, avec des discussions sur l'installation de data centers solaires dans le Sahara. Ce projet place l'Algérie parmi les rares pays africains capables d'offrir une capacité énergétique fiable et une connectivité internationale par fibre optique. Ce rapprochement se construit dans un environnement régional contrasté. Face à la Tunisie, en proie à une crise financière limitant ses capacités d'investissement, l'Algérie s'appuie sur un marché intérieur solide, une industrie en reconstruction et une politique active de soutien à la jeunesse et aux start-ups. Par rapport aux économies du Golfe, l'avantage algérien réside dans

son capital humain : 70 % de la population a moins de 30 ans. « Chaque année, un million de jeunes diplômés arrivent sur le marché du travail. Ils ne resteront pas spectateurs : ils participent déjà à transformer le pays », a insisté Boukadoum. La stabilité institutionnelle de l'Algérie, notamment face aux turbulences en Afrique subsaharienne, constitue un autre atout. Soutenue par un plan d'investissements de 60 milliards de dollars dans l'énergie et l'hydrogène, elle offre un cadre attractif pour les investisseurs américains. Washington, de son côté, perçoit l'Algérie comme un acteur pivot. « Nous avons été le premier pays à signer un traité avec les États-Unis en 1795. L'histoire entre Alger et Washington n'a rien de superficiel », a rappelé l'ambassadeur. La signature récente d'un accord de coopération en matière de défense illustre cette relation en structuration. En combinant énergie compétitive, vastes espaces disponibles et position géostratégique, l'Algérie entend s'affirmer comme un partenaire économique incontournable dans la région.

QUATRIÈME ÉDITION DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES STARTUPS
Plus de 200 exposants africains et internationaux attendus

Par Adem A.

L'Algérie s'apprête à accueillir, du 6 au 8 décembre 2025, la quatrième édition de la Conférence africaine des startups (ASC), devenue en quelques années l'un des rendez-vous technologiques les plus importants du continent. Placé sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'événement franchit cette année un nouveau cap en réunissant plus de 200 exposants africains et internationaux, soit son niveau de participation le plus élevé depuis sa création en 2022. Avec 25 000 participants attendus, 200 investisseurs, près de 40 délégations africaines et la présence de grands acteurs mondiaux de la technologie, l'édition 2025 consacre l'ASC comme une plateforme incontournable pour les start-ups, les institutions financières, les ministères africains des TIC et les partenaires internationaux. Invité de la chaîne « Al24News », le ministre de l'Économie de la connaissance et des start-up et de la micro-entreprise, Nouredine Ouadah, a souligné que « cette conférence n'est plus un simple salon de l'innovation : elle est devenue un espace stratégique de décision, de partenariat et de financement pour toute l'Afrique ». Depuis son lancement, l'ASC a vu le nombre de participants être multiplié par vingt, un rythme de croissance rare dans le paysage africain des conférences technologiques. Cette montée en puissance reflète, selon Nouredine Ouadah, « l'intérêt réel que suscite le modèle algérien, fondé sur une vision présidentielle qui a structuré en cinq ans un écosystème complet : financement, incubation, formation, fiscalité et innovation ». Il a notamment rappelé les décisions majeures prises depuis 2020, dont la création du Algerian Startup Fund, d'Algeria Venture ou encore l'introduction du FCPR, un instrument de financement pionnier sur le continent. L'édition 2025 sera marquée par le lancement d'un nouveau sommet GPLP réunissant institutions financières africaines, gestionnaires de fonds et organismes internationaux tels que la Banque mondiale, la BAD ou Afreximbank. L'objectif est d'élargir les sources de financement pour les jeunes pousses africaines et d'harmoniser les outils d'investissement d'un pays à l'autre. « L'un des défis majeurs pour les start-ups africaines reste l'accès au capital. Avec le GPLP Summit, nous voulons franchir une étape décisive en rapprochant les investisseurs des porteurs de projets », a insisté le ministre. Le Rwanda, invité d'honneur de cette édition, apportera son expérience reconnue en matière de digitalisation et de politiques publiques d'innovation. La participation de sa ministre des TIC illustre, selon Nouredine Ouadah, « l'ambition de faire de l'ASC un espace de coopération africaine structurant, capable de rapprocher les expériences les plus avancées du continent ».

EQUIPEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE JEUNES EN MATÉRIELS ET MOYENS MODERNES
Mise en place d’un plan national par le ministère

Le ministère de la Jeunesse a mis en place un plan à court terme pour équiper les établissements de jeunes en matériels et moyens modernes, dans le cadre de la nouvelle rentrée des activités 2025/2026, a indiqué samedi un communiqué du ministère. "Le plan d'équipement des établissements de jeunes en matériels et moyens modernes permettra aux cadres du secteur d'encadrer les activités modernes énoncées dans la nomenclature des activités des établissements adoptée au début de la rentrée des activités 2025/2026", précise-t-on de même source. A cet effet, une enveloppe financière "considérable" sera allouée au titre de l'exercice budgétaire 2026 pour équiper un nombre de wilayas, et ce à la faveur du "budget des offices des établissements de jeunes pour l'acquisition des matériels et moyens pédagogiques nécessaires à la dynamisation des clubs modernes pour jeunes". Le ministère a élaboré également "un programme participatif avec le mouvement associatif des jeunes visant à créer des clubs pour les diverses activités, en accordant la priorité aux wilayas ne disposant pas d'un appui local suffisant des fonds de wilayas pour la promotion des initiatives de la jeunesse et des sports", selon la même source. Cette approche a permis "d'agréer et de financer les projets associatifs au niveau central, pour créer un équilibre, consacrer le principe d'égalité des chances en matière de prise en charge des jeunes, et réunir les conditions adéquates pour la pratique des différentes activités". Le ministère s'emploie aussi à "appuyer les établissements de jeunes par des équipements et un matériel moderne pour satisfaire la majorité des demandes croissantes liées à la pratique des activités de jeunes les plus prisées, particulièrement dans les wilayas enregistrant une insuffisance des dotations financières destinées à l'appui des activités des établissements de jeunes et du mouvement associatif local issues des fonds de wilayas", conclut le communiqué.

L'ALLOCATION CHÔMAGE
«Une protection sociale» pour les demandeurs d’emploi

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a estimé, jeudi à Alger, que l'allocation chômage était "une protection sociale pour les demandeurs d'emploi". S'exprimant lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, le ministre a indiqué que l'allocation chômage instituée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune se veut "une protection sociale pour les demandeurs d'emploi et une caractéristique de la dimension sociale de l'Etat algérien". M. Saihi a précisé que "jusqu'au 31 octobre dernier, pas moins de 441.223 jeunes

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DE L’ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Signature d’un mémorandum avec l’université de Doha

Un mémorandum d'entente a été signé, vendredi soir à Oran, entre le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et l'Université de Doha pour les sciences et la technologie, en vue de renforcer la coopération académique entre les deux parties. La cérémonie s'est déroulée en présence de la ministre du secteur, Nassima Arhab, de l'ambassadeur de l'Etat du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-

Naama, ainsi que du wali d'Oran, Ibrahim Ouchene. Le mémorandum a été signé par le secrétaire général du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Seddik Koudil, et par le président de l'Université de Doha pour les sciences et la technologie, le Dr Salem Bin Nasser Al-Naemi. La signature de ce mémorandum a eu lieu en marge de la cérémonie de clôture de la première édition des Olympiades des

métiers 2025, organisée du 17 au 21 novembre à Oran sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ayant réuni 550 jeunes issus des établissements de formation et d'enseignement professionnels de toutes les wilayas du pays. Cet accord vise à renforcer la coopération académique entre les deux institutions, à favoriser l'échange d'expertises et à développer des programmes conjoints.

LE PARC DE OUED SMAR À ALGER

Un modèle à suivre pour la réhabilitation des décharges anarchiques à travers le pays

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a affirmé jeudi que l'expérience de transformation de la décharge anarchique de Oued Smar (Alger) en un parc urbain constitue un modèle à suivre et à généraliser dans toutes les wilayas du pays, en matière de préservation de l'environnement et de réhabilitation des décharges anarchiques. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, présidée par le vice-président de l'Assemblée, Ahmed Mouaz, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, la ministre a précisé que la décharge publique de Oued Smar, transformée en parc urbain grâce à des compétences nationales, constitue aujourd'hui "un modèle à suivre en matière de préservation de l'environnement et de réhabilitation des décharges anarchiques dans toutes les wilayas du pays, un modèle

qui sera reproduit et généralisé". A une question du député Nacer Boudjeltia concernant les mécanismes mis en place pour traiter les dommages causés par la décharge anarchique de Chettia (Chlef), la ministre a souligné que les procédures sont en cours en coordination entre le secteur et les autorités locales, en attendant l'achèvement des procédures techniques et administratives nécessaires pour lancer la phase de réalisation. Il en va de même pour le projet du centre d'enfouissement de Hassi Lefhal (El-Meniaa), au sujet duquel la ministre a indiqué que l'étude relative à la réalisation d'une décharge contrôlée a été finalisée, dans l'attente

de l'achèvement des procédures techniques et administratives nécessaires à la réalisation du projet. Concernant les préoccupations liées au centre de traitement des déchets inertes d'Aflou, Mme Krikou a relevé que les procédures de choix du terrain ont été achevées au niveau local, en dehors du périmètre urbain de la commune. Le secteur se chargera d'examiner la finalisation des procédures techniques et administratives en coordination avec les autorités locales.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 20 نوفمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Novembre 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	58	67	48	البطاطا
	Tomate	127	146	107	الطماطم
	Oignon sec	50	57	43	البصل الجاف
	Ail sec	688	760	615	الثوم الجاف
	Carotte	82	93	70	الجزر
	Navet	89	101	78	اللفت
	Choux fleur	108	123	94	قرنبيط
	Choux	95	110	80	الكرنب
	Courgette	114	130	98	الكوسة
	Haricot vert	145	165	126	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	107	120	94	الخس
Fruits frais	Clémentine	231	280	181	كليمنتين
	Pomme locale	350	440	259	التفاح المحلي
	Datte	495	635	355	التمر
	Banane	440	453	425	الموز
	Raisin	298	345	250	العنب
	Grenade	169	202	136	الرمان
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1871	2021	1721	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	357	371	344	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	102	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,48	-0,99	9,00	5,56	4765	6 671 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2500,00	-0,04	0,91	3,39	6,65	6,40	2891	7 227 500,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 299,00	2300,00	0,04	0,97	1,83	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-4,35	-9,29	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,23	3,78	5,25	0	0,00

PIB EN HAUSSE, INFLATION MAÎTRISÉE

Les indicateurs économiques au vert

L'économie algérienne poursuit sa dynamique positive. Au deuxième trimestre 2025, le Produit intérieur brut (PIB) a progressé de 3,9 %, un rythme légèrement supérieur aux 3,7 % enregistrés un an plus tôt, selon les estimations publiées par l'Office national des statistiques (ONS). Cette amélioration, bien que modérée, confirme la tendance d'une reprise économique solide, portée principalement par la vigueur du PIB hors hydrocarbures, véritable moteur de la croissance nationale.

Par Réda Hadi

Au cœur de cette expansion, le PIB hors hydrocarbures s'est distingué par une hausse de 5,3 %, contre 4,4 % au deuxième trimestre 2024. Ce résultat traduit l'impact des politiques publiques axées sur la diversification économique et la réduction de la dépendance aux recettes pétrolières. Plusieurs secteurs ont affiché des performances robustes. Globalement l'Algérie a enregistré une croissance de 6,4% pour l'industrie, +6,7 % en ce qui concerne le commerce, et l'agriculture connaît un pourcentage de +4,5 %, tandis que le gaz et l'électricité enregistrent une hausse de +9,7 %. Ces évolutions témoignent d'un dynamisme croissant dans les activités productives, soutenu par un environnement plus favorable à l'investissement et à la relance des capacités industrielles. Secteur agricole reste assez solide mais connaît un ralentissement notable. Celui-ci reste le pilier essentiel de la sécurité alimentaire, avec une hausse de 4,5 % au deuxième trimestre. Si le rythme demeure soutenu, il reste inférieur au taux de 6,7 % observé à la même période en 2024. En valeur nominale, la filière atteint 1 418,5 milliards de dinars, confirmant sa contribution significative au PIB hors hydrocarbures, malgré les contraintes climatiques et logistiques. L'ONS souligne tout de même que les Hydrocarbures ont une contraction de 1,2 % malgré un bon comportement du raffinage rompant avec la progression de 3,1 % enregistrée un an auparavant. Cette diminution s'explique notamment par un repli de la

production, illustré par une chute de 5,5 % de la valeur ajoutée liée à l'extraction. Cependant, le segment du raffinage et de la cokéfaction a apporté une note positive, affichant une croissance de 9,0 %, amortissant ainsi partiellement la baisse globale. En valeur, le secteur atteint 1 556,8 milliards de dinars, soit une contraction de 9,5 % en glissement annuel. Le secteur industriel confirme son rôle de moteur émergent de la croissance. Sa valeur ajoutée grimpe de 6,4 %, une performance comparable à celle de 2024 mais qui reflète surtout une consolidation du redressement amorcé ces dernières années. Parmi les filières les plus dynamiques, l'ONS cite les industries manufacturières avec +13 %, l'industrie chimique, caoutchouc et plastiques avec +11 %, les produits minéraux non métalliques avec +9,9 %, le secteur du cuir et chaussures +9,6 %, et enfin le textile et habillement avec +8,8 %. Ce dynamisme quasi généralisé confirme la relance du tissu industriel et les retombées des politiques de réhabilitation et de modernisation des capacités productives. Pour l'électricité et gaz, il est constaté une croissance en nette accélération. Aussi, les activités liées à l'électricité et au gaz affichent une croissance remarquable de 9,7 %, résultat supérieur à la hausse de 8,5 % enregistrée un an auparavant. Les efforts d'investissement dans la production et la distribution, notamment dans les régions à forte demande, expliquent cette tendance positive. S'agissant du secteur de la construction, celui-ci poursuit sa progression avec une croissance de 3,4 %, légèrement inférieure à

celle de 2024. En valeur, il atteint 1 273,7 milliards de dinars, en hausse de 8,4 %. Les services, quant à eux, enregistrent un ralentissement à 4,0 %, contre 4,4 % en 2024. Si certaines branches comme les hôtels et restaurants (+8,6 %) ou les activités financières (+5,0 %) montrent une bonne dynamique, d'autres secteurs – notamment les transports (+3,2 %) ou les services collectifs (+3,2 %) – évoluent à un rythme plus modéré. Fait marquant du trimestre, les importations de biens et services ont bondi de 30,6 %, un niveau nettement supérieur à la progression de 13,4 % observée en 2024. Les importations de biens grimpent de 34,1 %, traduisant une forte demande en équipements et produits destinés à l'investissement. Les importations de services progressent également, mais à un rythme plus modéré (+6,0 %). Par contre explique l'ONS, la demande intérieure a enregistré une croissance soutenue de 10,2 %, contre 6,8 % un an plus tôt. Cette dynamique est portée principalement par la formation brute de capital fixe (FBCF), qui s'envole de 12,4 % en volume et de 14,9 % en valeur. La consommation finale des ménages progresse de 3,9 %, marquant un léger ralentissement, tandis que celle des administrations publiques augmente de 3,1 %, confirmant l'effort de soutien budgétaire. Abordant le PIB, l'ONS constate un PIB en hausse et une inflation maîtrisée. En valeurs courantes, le PIB atteint 9 410 milliards de dinars, en progression de 5,1 %. Ce niveau reflète un ralentissement de l'inflation, qui se stabilise à 1,1 %, contre 4,1 % l'année précédente, permettant une amélioration du pouvoir d'achat réel.

INNOVATION DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL

Rencontre à Alger entre des startups et des groupes publics

Par R. E.

Une rencontre a été organisée, jeudi à Alger, entre des startups et des groupes industriels publics, visant à renforcer l'innovation dans le secteur public et de l'intégrer au sein du système national de production. La rencontre s'est déroulée au siège de l'accélérateur public "Algeria Venture", en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah et du ministre de l'industrie, Yahia Bachir. A cette occasion, les startups participantes ont présenté des exposés portant principalement sur des solutions numériques dédiées au secteur industriel, notamment dans les domaines des industries mécaniques, chimiques et agroalimentaires. Cette rencontre a permis d'explorer les perspectives de coopération entre de grands groupes industriels, tels que le Holding Algeria Chemical Specialities (ACS), le groupe des industries mécaniques "AGM", ainsi que le groupe "Elec El Djazair" et le système national des startups actives dans le domaine de l'indus-

trie 4.0, qui constitue un moteur essentiel pour le développement d'une économie fondée sur la connaissance. L'événement a également constitué une opportunité pour les startups d'exposer leurs préoccupations ainsi que les obstacles auxquels elles font face, en présence des deux ministres. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs d'une manifestation parallèle consacrée à l'industrie 4.0, prévue lors de la 4e édition de la Conférence africaine des startups du 6 au 8 décembre prochain, sous le thème "L'industrie 4.0 et la transformation numérique profonde des systèmes de production". Dans une déclaration à la presse en marge de la rencontre, M. Ouadah a indiqué que cette initiative vise à "rapprocher les solutions technologiques développées localement par les startups, des besoins du marché industriel algérien, afin d'accélérer l'intégration de l'innovation dans le système national de production. Le ministre a mis en avant l'engagement du secteur de l'industrie dans la démarche visant à adopter l'innovation et à encourager les jeunes talents, à travers la création de réelles opportunités

permettant aux startups de mettre en avant leurs capacités technologiques et de proposer des solutions développées localement au service des différentes chaînes de production. Concernant la prochaine édition de la Conférence africaine des start-up, M. Ouadah a estimé qu'elle sera un événement pour réaffirmer la position de l'Algérie en tant que force pionnière au niveau africain, conformément à la vision du président de la République en vue de construire une nouvelle économie basée sur l'économie de la connaissance, l'autonomisation des jeunes, le développement technologique et l'ancrage de l'esprit d'initiative aux niveaux national et continental". Au terme de la rencontre, un accord de parrainage a été signé entre le Holding ACS et l'accélérateur public "Algeria Venture" pour soutenir la 4e édition de la Conférence africaine des start-up, ce qui traduit la contribution des groupes du secteur industriel à la promotion de cet événement continental. L'accord a été signé par le PDG du groupe "ACS", Samir Yahiaoui, et le directeur général de "Algeria Venture", Lyes Abdoun.

SÉCURITÉ HYDRIQUE

L'Algérie adopte une stratégie nationale structurée

Par R. E.

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a affirmé jeudi à Mostaganem que l'Algérie met en œuvre une stratégie nationale claire et structurée pour faire face aux impacts des changements climatiques sur la ressource en eau et garantir durablement la sécurité hydrique du pays. Au début de sa visite d'inspection, après avoir suivi une présentation sur la situation du secteur dans la wilaya, M. Derbal a indiqué que "la politique nationale de l'eau repose désormais sur une stratégie mûrement étudiée, fondée sur plusieurs options, notamment le recours accru aux ressources hydriques non conventionnelles afin de pallier la rareté de l'eau". Il a souligné que le taux de sécurisation des ressources hydriques a nettement progressé grâce au renforcement du parc national des stations de dessalement, avec la mise en service récente de cinq nouvelles unités, ce qui a permis de porter la part du dessalement entre 40 et 42% de l'eau potable consommée. La stratégie nationale inclut également un volet important dédié aux Hauts Plateaux, à travers leur raccordement aux systèmes d'eau dessalée sur plus de 250 km, ainsi que par les grands transferts Sud-Nord, permettant d'assurer l'alimentation en eau potable des populations et de soutenir le secteur agricole, considéré comme un levier essentiel de diversification économique, a précisé le ministre. Evoquant les ressources superficielles, M. Derbal a mis l'accent sur les projets d'interconnexion entre barrages, lorsque les conditions techniques le permettent, en plus des études relatives aux bassins hydrographiques. Il a rappelé, par ailleurs, l'importance stratégique des stations d'épuration des eaux usées, au nombre de 230 à l'échelle nationale. A ce titre, il a cité le programme national de réhabilitation et de réalisation de nouvelles stations, exécuté conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en raison de leur rôle central dans la sécurité hydrique. Le ministre a également évoqué d'autres axes de la stratégie, tels que la généralisation des systèmes d'irrigation économes en eau, la lutte contre les branchements illégaux et les fuites, afin d'assurer une utilisation rationnelle de la ressource et une distribution équitable. L'importance de la numérisation et du contrôle à distance a également été mise en avant comme outil indispensable pour l'amélioration du service public de l'eau.

BLIDA

Une production de 45.000 quintaux d’olives attendue

La direction des services agricoles (DS) de la wilaya de Blida table sur une production de près de 45.000 quintaux d'olives pour la saison agricole 2025/2026, a-t-on appris de la même direction. La production prévisionnelle des olives pour cette saison est estimée à près de 45.000 quintaux d'olives, contre 43.000 quintaux récoltés durant la saison dernière, a indiqué à l'APS, la cheffe de service des statistiques agricoles à la DSA, Hadjira Belgharbi. Elle a ajouté que 40% de la production globale sera destinée à la consommation comme olive de table, tandis que 60% sera consacrée à la production de l'huile, soulignant que Blida dispose de 8 huileries, dont 2 modernes et 6 traditionnelles se trouvant à Oued Djer, Beni Tamou, Blida, Ouled Yaich et Larbaâ. La campagne de cueillette des olives a été lancée dans de bonnes conditions, a indiqué Mme Belgharbi, ajoutant que le parc oléicole de la wilaya occupe une superficie de 2.400 hectares. La filière oléicole contribue à la diversification de la production agricole dans la wilaya de Blida, qui est surtout connue pour la culture des agrumes, a-t-elle fait remarquer.

SIDI BEL-ABBÈS

Création d’un premier club d’entrepreneuriat vert à l’institut des Sciences agricoles

L'institut des Sciences agricoles de l'Université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbès a été renforcé par la création d'un premier club dédié à l'entrepreneuriat vert, a-t-on appris auprès de la directrice de l'institut, Khaldi Amina. Ce club, qui a été inauguré jeudi, dans le cadre des activités de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, constitue une première initiative de ce genre au sein de l'institut visant à promouvoir la culture de l'innovation durable et à renforcer l'esprit d'initiative dans les domaines agricole et environnemental, selon la même source. La création de cet espace est considérée comme une étape importante pour encourager l'entrepreneuriat innovant parmi les étudiants et soutenir des projets à dimension environnementale, en accord avec les transformations mondiales vers une économie verte, a ajouté Mme Khaldi. De son côté, la vice-directrice, Dr Chiali Khadija, a souligné que le club offrira un espace de formation et d'accompagnement, et contribuera à transformer les idées créatives des étudiants en projets réalisables, notamment dans les domaines liés à la durabilité agricole et à l'économie environnementale. Le club d'entrepreneuriat vert vise, selon ses responsables, à permettre aux étudiants de développer leurs compétences entrepreneuriales et d'encourager l'innovation de solutions pratiques et durables pour le secteur agricole, tout en renforçant le lien entre les connaissances académiques et l'esprit d'initiative.

TLEMCEN

Lancement de la première édition du festival “Route de l’olivier” dans la commune de Sabra

La première édition du Festival "Route de l'Olivier" a été inaugurée jeudi soir dans la commune de Sabra (Tlemcen). Cet événement s’inscrit dans le programme "Génération Tourisme", mis en œuvre dans le cadre du partenariat entre l’Algérie et l’Union européenne.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, Diego Mellado, et du wali de Tlemcen, Youcef Bechlaoui. Elle a été marquée par l'inauguration d'une fresque artistique dédiée à l'olivier au centre de Sabra, localité reconnue pour sa production oléicole. Une plantation symbolique de jeunes oliviers a également été effectuée. Un salon des produits dérivés de l'olivier, du miel et de l'artisanat traditionnel a été organisé au jardin "Aïn Sabra", accompagné d'une présentation sur la filière oléicole dans la wilaya. Le Palais de la Culture Abdelkrim Dali a, pour sa part, accueilli une exposition présentant les différents itinéraires touristiques du programme "Génération Tourisme". La manifestation, prévue sur deux

jours, propose aussi diverses activités récréatives pour les enfants et les familles, ainsi que des sorties pédagogiques vers des exploitations agricoles et des huileries de la région. Ce festival vise à valoriser le patrimoine lié à l'olivier, à promouvoir l'artisanat local, à encourager le tourisme durable et à mettre en lumière les savoir-faire traditionnels. Dans son intervention, l'ambassadeur Diego Mellado a salué la qualité du travail des producteurs locaux, visible à travers les produits exposés. De son côté, le wali de Tlemcen a souligné que cet événement témoigne de la réussite d'une approche valorisant les compétences locales et dynamisant le développement socio-économique au moyen de projets innovants intégrés dans les stratégies de développement

durable. La "Route de l'Olivier" constitue un circuit touristique et culturel reliant les villages oléicoles de la wilaya. Elle met en valeur le patrimoine rural, les paysages naturels et l'expertise des producteurs d'huile d'olive. Ce circuit fait partie des quatre itinéraires pilotes du programme "Génération Tourisme", aux côtés de la "Route des Guelta" à Djanet, de la "Route des Montagnes" à Sétif et de la "Route des Ksour" à Timimoun. Pour rappel, le programme "Génération Tourisme", d'une durée de trois ans, est mené en collaboration entre l'Algérie et l'Union européenne au profit du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Il ambitionne de renforcer l'implication des jeunes dans le développement du tourisme local à travers des initiatives innovantes.

ILLIZI

Des projets innovants confortent le dynamisme de l’Université tournée vers l’économie productive

L'incubateur du Centre universitaire d'Illizi accueille plusieurs projets scientifiques, dont certains, numériques et médicaux, ont évolué en startups s'étant imposées graduellement sur le marché local et national, a-t-on appris jeudi de ses responsables. Parmi ces startups, Eventry-360 qui a évolué de simple projet estudiantin à une entité opérant au sein de l'établissement universitaire et chargée de la couverture informative et digitalisée des activités événementielles, à la faveur de son plateau numérique spécialisé dans l'enregistrement professionnel et la diffusion directe, a indiqué à l'APS le directeur de l'incubateur, Dr. Chine Khiter. Dans le domaine de la santé, la

startup "Harmonic" présente un complément alimentaire naturel destiné à renforcer la glande thyroïde, un produit pour lequel elle a obtenu la certification "ISO 22.000", et qu'elle a commencé à commercialiser après avoir enregistré et certifié sa composition, a-t-il ajouté. Dans le même domaine, "Pancréa-Life" est un autre projet spécialisé dans un complément alimentaire destiné aux diabétiques de type 2, et qui vise à améliorer la réactivité et donc la fonction du pancréas, a fait savoir M.Khiter en signalant que ce produit a également obtenu la certification "ISO 22.000". Un autre projet médical, celui de "KarnaVive" spécialisé dans le traitement des brûlures, s'appuyant

sur une composition innovante pour soulager les inflammations et accélérer la fermeture des plaies et leur cicatrisation, s'apprête à entamer la phase de commercialisation après avoir finalisé l'étape expérimentale technique, selon la même source. Aux registres de la digitalisation et de la logistique, "Fleetfeel" est une application intelligente visant à exploiter les véhicules lourds revenant à vide, en mettant en relation les chauffeurs et les clients en temps réel, de sorte à mieux exploiter les flottes de véhicules, réduire les coûts de transports et améliorer l'efficacité du secteur à échelle nationale, a encore fait savoir M.Khiter. De son côté, le directeur du Centre

universitaire d'Illizi, Pr.Moussa Boubekour, a rappelé que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr.Kamel Baddari, avait salué, lors de sa visite en début d'année dans la wilaya, le niveau avancé des projets réalisés au niveau de l'Incubateur, mettant l'accent sur le renforcement des mécanismes de commercialisation et d'exécution sur le terrain. La direction du Centre universitaire présente ces projets comme une étape effective vers l'édification d'une économie universitaire productive, adossée aux capacités des étudiants et des chercheurs, et vers une approche adoptant l'innovation comme levier de l'économie locale.

SIDI BEL ABBÈS

Les premiers essais du projet d’alimentation en eau depuis l’usine de dessalement de Chatt El Hilal prévus avril prochain

Les premiers essais du projet d'alimentation en eau potable de la wilaya de Sidi Bel Abbès à partir de l'usine de dessalement d'eau de mer de Chatt El Hilal (Aïn Témouchent), débuteront au mois d'avril prochain, a annoncé le directeur de la wilaya des ressources en eau, Djebbar Belmrir. Le même responsable a précisé, lors du Forum de la presse organisé jeudi soir au Centre de presse de la wilaya de Sidi Bel abbès en présence des responsables locaux de l'Algérienne des Eaux (ADE) et de l'Office national de l'assainissement (ONA), que les travaux relatifs à la conduite de 54 km et à la base en béton de ce projet structurant affichent un taux d'avancement avoisinant 50 pour cent.

Le projet devrait permettre, une fois réceptionné dans les délais impartis, le transfert de 70 000 mètres cubes d'eau par jour vers la wilaya. Il a également annoncé la réception de deux réservoirs d'une capacité de 40 000 mètres cubes chacun, situés à Tilmouni et Sidi Lahcene, ainsi que le renforcement de l'alimentation en eau potable par le forage et l'exploitation de nouveaux puits. Pour sa part, le directeur de l'unité locale de l'ADE, Ahmed Hadj Meliani, a présenté un exposé technique sur le programme de distribution de l'eau à travers les communes de la wilaya, précisant que l'opération s'effectue selon un calendrier bien établi selon les quantités disponibles

quotidiennement. De son côté, le directeur local de l'ONA, Abdelkarim Aajoudj, a indiqué que les stations d'épuration situées à Sidi Bel Abbès, Moulay Slissen, Ras El Ma et Chet-touane Belaïla produisent environ 35 000 mètres cubes d'eaux traitées par jour, dont 1 500 mètres cubes sont utilisés pour l'irrigation agricole. Cinq nouveaux dossiers sont en cours d'étude afin de permettre de bénéficier de ces eaux traitées, a-t-il ajouté. Le même responsable a également mis en avant les mesures préventives prévues pour la saison hivernale, notamment le curage des avaloirs des eaux pluviales et le contrôle des infrastructures hydrauliques.

Les défis mondiaux doivent être une priorité du sommet du G20

Le sommet du G20 de 2025, qui se tiendra en Afrique du Sud samedi et dimanche, offre aux dirigeants de la planète une occasion unique de coordonner leur action face à plusieurs défis importants et systémiques qui menacent la stabilité, le développement et la viabilité de l'économie. De nombreux pays sont aujourd'hui confrontés à une incertitude accrue dans plusieurs secteurs, notamment dans les domaines économique, environnemental et social.

Par Majid Rafizadeh

Parmi les questions clés à traiter figurent la viabilité de la dette mondiale, le besoin urgent de réformer les structures de gouvernance des principales institutions financières, l'accélération de la transition vers l'énergie verte et le renforcement de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau. Ces questions ne sont pas isolées mais imbriquées, ce qui signifie qu'elles nécessitent des politiques coordonnées et tournées vers l'avenir pour tracer une voie durable et inclusive.

Tout d'abord, la dette mondiale a atteint des niveaux sans précédent, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, en partie grâce à des taux d'intérêt élevés et croissants. Dans de nombreux pays en développement, ce problème a laissé une marge de manœuvre budgétaire limitée pour les investissements publics essentiels dans des domaines tels que la santé, l'éducation et les infrastructures. Par exemple, de nombreuses nations africaines ont vu leur ratio dette/produit intérieur brut plus que doubler au cours de la dernière décennie.

Ce défi nécessite des solutions à multiples facettes. Une méthode possible consiste à convertir une partie de la dette d'un pays en financement pour traiter directement des questions telles que l'adaptation au climat, le développement d'infrastructures ou les programmes sociaux. En outre, la coordination multilatérale par le biais d'institutions telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pourrait être renforcée afin d'améliorer l'efficacité des programmes d'allègement de la dette.

En outre, le financement concessionnel et les périodes de grâce temporaires pourraient fournir un répit essentiel aux pays en développement. En mettant en œuvre certaines de ces mesures, le G20 peut contribuer à prévenir les crises de la dette qui pourraient avoir des conséquences déstabilisantes bien au-delà des pays individuels.

Un autre défi à relever est le fait que les structures de gouvernance financière internationale, en particulier au sein du FMI et de la Banque mondiale, ont historiquement favorisé les économies avancées au détriment des pays en développement. Et ce, bien que les pays en développement constituent la majorité de la population mondiale. Les règles actuelles semblent limiter l'influence des pays les plus touchés par les chocs financiers, environnementaux et développementaux. Une réforme renforcerait la légitimité et l'efficacité des institutions multilatérales et



atténuerait les frustrations des pays en développement.

Par exemple, le G20 pourrait élargir la représentation des régions sous-représentées, en particulier l'Afrique, l'Amérique latine et certaines parties de l'Asie. Cela pourrait se traduire par une augmentation des droits de vote et des sièges supplémentaires au conseil d'administration afin d'apporter une contribution directe à la politique et à la stratégie. En veillant à ce que les voix des pays en développement soient prises en compte de manière significative, le G20 peut renforcer la légitimité et l'efficacité de la gouvernance financière mondiale. Cela rendrait également le système international plus équitable.

La deuxième question essentielle à traiter est celle de la transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables. Si l'urgence de la décarbonisation est évidente, les pays en développement sont confrontés à un défi et à un compromis complexes : il faut maintenir la croissance économique et la sécurité énergétique tout en investissant dans des infrastructures énergétiques propres. Ils ne veulent pas compromettre les flux de revenus qui sont essentiels pour le service de la dette et les dépenses sociales.

Une façon de relever ce défi est de mettre en commun les financements multilatéraux, bilatéraux et privés pour les infrastructures d'énergie renouvelable, tout en veillant à ce que les investissements soutiennent une croissance économique et un développement durables. Le G20 a la capacité d'assurer une transition énergétique mondiale rapide, durable sur le plan environne-

mental, efficace sur le plan économique et inclusive.

La troisième question à traiter est celle de la sécurité alimentaire et de l'eau, en particulier dans les régions qui sont confrontées à un stress induit par le climat et à une vulnérabilité socio-économique. Les pays en développement sont souvent confrontés à deux défis en même temps : l'un consiste à répondre aux crises immédiates, telles que les sécheresses ou les inondations, et l'autre à investir dans des stratégies d'adaptation à long terme. Mais le problème réside dans le manque de financement adéquat et d'expertise technique.

Une solution consisterait à créer un fonds spécial, sous l'égide du G20, pour soutenir l'agriculture, les systèmes d'irrigation et les infrastructures hydrauliques résistants au climat. Le secteur privé pourrait également apporter des investissements supplémentaires et veiller à ce que les pratiques soient économiquement viables.

Pour relever ces défis, il faut aller au-delà des pays les plus directement touchés. Les économies avancées et les institutions multilatérales doivent jouer un rôle actif en fournissant des financements et un soutien technique. Cela permettrait aux pays en développement de renforcer leur résilience et de parvenir à un développement durable, ce qui aiderait également les pays avancés à long terme. En outre, les politiques commerciales devraient favoriser un accès équitable aux marchés, en veillant à ce que les pays en développement puissent profiter des avantages de l'innovation. Grâce à ces mesures, les puissances mondiales peuvent pré-

server la stabilité systémique en reconnaissant le fait que les crises dans une région ont des répercussions mondiales.

Enfin, l'incapacité à relever les défis interdépendants de la dette, de la gouvernance, de la transition énergétique et de la sécurité alimentaire et hydrique aura de graves conséquences à long terme, telles que le déclenchement de crises de la dette souveraine, l'ébranlement de la stabilité financière mondiale et des retombées dans les économies avancées. En outre, la légitimité des institutions multilatérales s'érodera, ce qui entraînera une fragmentation du système international et un affaiblissement de la coopération dans la lutte contre les crises futures.

En résumé, le sommet du G20 de 2025 en Afrique du Sud représente une excellente occasion de relever plusieurs défis systémiques mondiaux. Le G20 devrait donner la priorité à la viabilité de la dette, à la réforme de la gouvernance, à la transition vers l'énergie verte et à la sécurité alimentaire et hydrique. Cela nécessite la participation active des économies avancées, des acteurs du secteur privé et des institutions multilatérales afin de garantir que les progrès soient inclusifs, efficaces et durables. Les résultats du sommet pourraient avoir de profondes répercussions sur la stabilité économique mondiale, la durabilité environnementale et le bien-être humain.

(*) Politologue irano-américain formé à Harvard.

Source : Arab News, publié le 21/11/2025

ÉGYPTE

La construction de la centrale nucléaire d'El-Dabaa franchit une étape majeure

Alors que seule l'Afrique du Sud exploite aujourd'hui une centrale nucléaire sur le continent africain, les avancées enregistrées en Égypte laissent entrevoir le rôle que pourrait jouer cette technologie dans la desserte énergétique des pays. Les autorités égyptiennes ont annoncé le mercredi 19 novembre l'installation de la Cuve sous pression (reactor pressure vessel) du réacteur de l'unité 1 de la centrale nucléaire d'El-Dabaa, une étape décrite par le russe Rosatom comme « l'événement principal de l'année » pour ce chantier. L'opération s'est déroulée dans le cadre d'une cérémonie virtuelle suivie par les présidents Abdel Fattah al-Sisi et Vladimir Poutine, qui ont tous deux reconnu l'importance du moment. Le président russe a affirmé que la progression du projet « constitue un succès majeur », tandis que son homologue égyptien y a vu « une étape décisive qui fait avancer l'achèvement de la centrale ».

Cette cuve est en effet un élément clé de l'installation, abritant le « cœur » et la réaction de fission nucléaire contrôlée dans le combustible. Elle assure une étanchéité totale et peut résister à des pressions et des températures élevées, garantissant le fonctionnement sûr et fiable de l'unité. Arrivée sur le site en octobre après fabrication au sein de la division industrielle de Rosatom, elle a fait l'objet d'inspections conjointes d'ingénieurs russes, d'autorités égyptiennes et de régulateurs nationaux. Première centrale nucléaire d'Égypte, le projet d'El-Dabaa repose sur 4 réacteurs VVER-1200 de génération III+ pour une capacité totale de 4800 MW. Les contrats entrés en vigueur en décembre 2017 prévoient la construction complète de la centrale, la fourniture du combustible par la Russie tout au long de sa durée de vie, et un appui opérationnel pendant les dix premières années. Pour la République arabe, cette infrastructure s'intègre dans une stratégie visant à sécuriser l'approvisionnement électrique et à diversifier un mix énergétique reposant encore largement sur le gaz naturel.

El Dabaa constitue aussi le principal projet d'énergie nucléaire en construction en Afrique. Le continent ne compte aujourd'hui qu'une centrale en exploitation, celle de Koeberg en Afrique du Sud, dont la durée de vie a récemment été prolongée de 20 ans. Avec l'avancement de la centrale égyptienne dont les équipements sont à la pointe de la technologie d'après Rosatom, la performance reconnue de la centrale sud-africaine et l'apparition de modèles modulaires à puissance réduite qui suscitent l'intérêt de plusieurs autres pays, le nucléaire apparaît désormais comme une option crédible pour renforcer la desserte énergétique africaine.

LIBYE

Buraq Air veut acquérir 10 Airbus A320neo pour relancer ses activités

Cette commande entre dans le cadre de la relance des opérations de Buraq Air, considérablement réduites suite à l'instabilité sécuritaire depuis la révolte contre le régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

La compagnie aérienne privée libyenne Buraq Air a signé un protocole d'accord avec le groupe aéronautique européen Airbus pour l'acquisition de dix A320neo, dans le cadre d'un plan de relance de ses activités. La convention a été signée par le président de l'Assemblée générale de Buraq Air, Fouzi Almiqalh, et le vice-président exécutif des ventes d'Airbus pour l'aviation commerciale, Benoît de Saint-Exupéry, à l'occasion du salon aéronautique de Dubaï achevé le vendredi 21 novembre.

« Cet accord représente une étape significative pour Buraq Air, dans la modernisation de notre flotte et l'expansion de notre réseau. L'efficacité et la flexibilité de l'A320neo joueront un rôle central pour renforcer notre offre », a déclaré Fouzi Almiqalh, lors de la cérémonie de signature. « Nous sommes ravis d'accueillir Buraq Air au sein de la famille des clients A320. Cet accord confirme le rôle de l'A320neo comme avion de référence pour la modernisation des flottes, et nous soutiendrons pleinement les ambitions de croissance de Buraq Air », a affirmé de son côté Benoît de Saint-Exupéry.



Fondée en 2000, Buraq Air est la première compagnie aérienne privée libyenne. Elle utilise une flotte de Boeing 737-800 pour des vols régionaux vers la Tunisie, la Turquie, l'Égypte et parfois l'Europe du Sud. Basée à l'aéroport international de Mitiga, situé près de la capitale Tripoli, la compagnie avait suspendu la majeure partie de ses activités suite à la guerre civile qui s'est déclenchée en 2011 après la révolte contre le régime de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi.

Avec l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays, Buraq Air cherche à relancer les opérations. Elle a noué un partenariat stratégique avec Medsky Airways, une autre compagnie privée libyenne créée en 2022 par l'homme d'affaires local Mohamed Taher Issa. Celle-ci opère également une petite flotte de trois Airbus A320, qui effectuent des vols réguliers vers des destinations régionales comme La Valette (Malte), Rome (Italie), Istanbul (Turquie) et Tunis (Tunisie).

MAURITANIE

Un accord-cadre pour un projet d'hydrogène vert destiné à l'export

La Mauritanie continue d'attirer de nouveaux acteurs dans l'hydrogène vert, portée par un potentiel parmi les plus élevés de la région et une forte volonté gouvernementale de faire du pays un hub de l'énergie propre. Le ministère mauritanien de l'Énergie et du Pétrole a signé, mardi 18 novembre à Nouakchott, un accord-cadre avec la société allemande Möhring Energie Group pour développer un projet industriel de production d'hydrogène vert et d'ammoniac vert. Le document a été paraphé par le ministre Mohamed Ould Khaled lui-même et par Sascha Möhring, fondateur et directeur technique de l'entreprise alle-

mande, en présence de représentants du gouvernement allemand et de l'Union européenne. Selon les informations publiées, Möhring Energie développera le projet « NAYRAH » par phases, en commençant avec une capacité électrique pouvant atteindre 1 GW. Cette capacité permettra de produire environ 140000 tonnes d'hydrogène vert et 400000 tonnes d'ammoniac vert par an, destinés aux marchés européens. Le début de la production est prévu en 2029. Il s'agit de la première initiative allemande mise en œuvre dans le cadre du nouveau cadre réglementaire mauritanien dédié à l'hydrogène vert. Le

communiqué indique que ce projet marque une étape importante pour renforcer la position du pays comme pôle régional de production d'énergies propres, en valorisant son potentiel éolien et solaire et en soutenant la diversification économique. L'annonce intervient alors que plusieurs initiatives liées à l'hydrogène vert progressent en Mauritanie. Au mois de novembre, GreenGo Energy et S.E.T. Select Energy GmbH ont conclu un partenariat stratégique pour codévelopper le projet « Megaton Moon » et sécuriser l'achat de sa production, confirmant le sérieux des projets malgré l'incertitude autour de la place que devrait

occuper le « carburant du futur » dans le paysage énergétique mondial des années à venir.

Le projet « NAYRAH » s'intègre donc dans cette dynamique et dans les orientations de la Feuille de route nationale pour l'hydrogène à faible empreinte carbone. Le document évalue le potentiel total du pays à 20,1 millions de tonnes par an. Il indique qu'en mobilisant seulement 5% de ses régions côtières pour des installations éoliennes et solaires, la Mauritanie pourrait produire jusqu'à 12 millions de tonnes d'hydrogène vert par an.

TUNISIE

Croissance en hausse, inflation en baisse...

La séance plénière conjointe entre l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts s'est poursuivie, vendredi 21 novembre 2025, avec l'examen approfondi de la mission « Économie et Planification » du projet de loi de finances 2026.

Les travaux ont été ouverts par le président du Parlement, Brahim Bouderbala, aux côtés d'Imed Derbeli, président du Conseil national des régions et des districts, en présence du ministre

de l'Économie et de la Planification, Samir Abdelhafidh. Une mission stratégique au cœur de la vision économique du pays. Dès l'ouverture de la séance, Brahim Bouderbala a rappelé le rôle central du ministère de l'Économie et de la Planification, qualifiant cette institution de « ministère pivot » chargé de tracer les contours de la Tunisie de demain. Il a souligné que les orientations adoptées depuis juillet 2021 constituent désormais le socle des réformes straté-

giques du pays, notamment celles visant l'autonomie nationale, la justice sociale et la réduction des inégalités entre les régions. Selon lui, l'ensemble des politiques publiques doit désormais s'inscrire dans une vision claire : rétablir l'équilibre entre les territoires, placer l'être humain au centre des priorités nationales et renforcer la résilience économique par une planification rigoureuse, fondée sur des prévisions fiables et un suivi méthodique.

Un débat dense entre les deux chambres. Les deux commissions concernées – celle de la planification stratégique, du développement durable, des infrastructures et de l'aménagement du territoire, et celle des plans de développement et des grands projets du Conseil des régions – ont présenté leur rapport commun avant l'ouverture du débat général.

CUIVRE, TERRES RARES

L'Angola veut attirer plus d'investissements pour diversifier son secteur minier

Deuxième producteur africain de diamants en volume, l'Angola héberge d'autres ressources comme le cuivre et les terres rares. Un potentiel minéral que les autorités du pays veulent concrétiser, en attirant 2 milliards USD d'investissements dans le secteur minier hors diamants d'ici 2027.

L'Angola veut réduire les formalités administratives ainsi que les délais dans la délivrance des permis miniers, a annoncé le jeudi 20 novembre son ministre des Mines et du Pétrole, Diamantino Azevedo. Cette déclaration rapportée par Bloomberg s'inscrit dans le cadre des efforts du pays pour renforcer son attractivité auprès des investisseurs, afin d'accélérer la diversification d'un secteur minier local dominé par l'exploitation des diamants. La durée actuelle du processus d'octroi des titres miniers et l'ampleur de la réduction de délai souhaitée n'ont pas été détaillées. Le ministre n'a pas non plus précisé si cette réduction concerne tous les titres, y compris ceux d'exploitation minière. Ces derniers sont les plus importants pour accélérer le développement des projets, car ce sont eux qui autorisent les compagnies à lancer la construction sur un projet économiquement viable. Selon une étude pu-

bliée en 2024 par S&P Global, la République démocratique du Congo présente le 2e temps le plus rapide au monde pour développer une mine, entre 10 et 15 ans. Le rapport ne mentionne pas l'Angola. Au-delà de l'octroi rapide des titres miniers, Luanda met progressivement en œuvre d'autres réformes dans le secteur, comme la digitalisation du cadastre minier. Lancé le mois dernier, le cadastre minier numérique centralise toutes les données relatives aux informations géologiques et aux demandes de permis, afin de simplifier le processus et d'en assurer la transparence. L'objectif à court terme est d'attirer 2 milliards USD d'investissements cumulés dans le secteur minier hors diamants d'ici 2027, selon le plan national de développement 2023-2027. En 2022, le secteur minier représentait 1,3 % du PIB angolais selon les autorités, une part qu'elles veulent porter à 1,6 % d'ici l'échéance susmention-

née, en développant notamment le secteur cuprifère et celui des terres rares. Le canadien Ivanhoe Mines, copropriétaire de la plus grande mine de cuivre en RDC, et l'australien Rio Tinto ont ainsi signé des accords ces dernières années pour mener des travaux d'exploration de cuivre dans le pays lusophone. Quant au britannique Pensana, il prévoit d'ouvrir d'ici 2027 la première mine de terres rares d'Angola, grâce au projet Longonjo dont les coûts de construction sont estimés à 217 millions USD. Le ministre Azevedo a aussi annoncé le mois dernier l'entrée en production imminente de la première mine industrielle de cuivre du pays. Si ces développements montrent que l'Angola est sur la bonne voie, il est encore trop tôt pour évaluer leur impact sur la contribution économique du secteur minier. En attendant, le pays peut toujours compter sur ses diamants, dont la production devrait établir un nouveau record en 2025.

POUR L'AGROALIMENTAIRE

Le Ghana sécurise 9,5 millions \$ de financement coréen

Au Ghana, le secteur agricole contribue à hauteur de 20 % au PIB et emploie environ 35 % de la population active. Comme dans la majorité des pays africains, le gouvernement s'appuie sur des sources de financement bilatéral pour renforcer son système agroalimentaire. Le gouvernement ghanéen vient de négocier l'obtention d'une subvention de 9,5 millions \$ de la Corée du Sud pour financer la mise en œuvre d'un projet quinquennal visant à renforcer les chaînes de valeur agricoles dans les régions du Centre et de la Volta. Ledit projet intitulé « Renforcement de la chaîne de valeur de l'agroin-

dustrie pour le développement économique local », a fait l'objet de la signature d'un protocole d'accord le mardi 18 novembre dernier entre la Commission nationale de planification du développement (NDPC) et l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA). Selon les responsables, la subvention financera notamment la construction de centres de transformation agricole, des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les agriculteurs, les agents de vulgarisation et les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que le développement de systèmes de commercialisation plus efficaces pour améliorer l'ac-

cès aux marchés. « Le renforcement des chaînes de valeur agroalimentaires est essentiel pour augmenter la productivité, réduire les pertes post-récolte et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle [...] Ce partenariat constitue un modèle de développement intégré centré sur l'agroindustrie, qui bénéficiera aux agriculteurs, aux entreprises locales et aux communautés à travers le pays », souligne la NDPC dans un communiqué publié sur son site. Cette initiative est à inscrire dans un contexte où le gouvernement a réaffirmé en octobre dernier, sa volonté d'exonérer de taxes les importations de machines destinées à

la transformation agroalimentaire, en vue de stimuler les investissements sur ce segment d'activité. L'enjeu pour les autorités de faire de l'agroindustrie un levier pour réduire les pertes post-récolte est d'autant plus stratégique que ces pertes occasionnent un manque à gagner évalué à près de 1,9 milliard \$ par an dans le pays, selon les données officielles. D'après le Système africain d'information sur les pertes post-récolte (APHLIS), les pertes post-récolte ont concerné environ 18 % des récoltes de maïs (principale céréale cultivée et consommée) dans les régions du Centre et de la Volta en 2022.

ZAMBIE

S&P pointe les avancées sur la restructuration de la dette

L'agence de notation S&P a annoncé vendredi remonter d'un cran la note de la Zambie, passant de "SD", qui est appliquée aux pays en défaut partiel, à "CCC+", alors que le gouvernement zambien avance dans les négociations visant à restructurer sa dette. L'agence a assorti cette nouvelle notation d'une perspective stable, ce qui implique qu'elle n'envisage pas de nouveau changement dans les six prochains mois. S&P avait placé la Zambie au cran "SD" en 2020, alors que le pays d'Afrique australe avait demandé à ses créanciers un moratoire de six mois sur les intérêts de sa dette, avant d'annoncer ne pas être en mesure d'effectuer ses prochains remboursements. L'agence de notation justifie cette remontée de la note par le fait que les négociations sont entrées "dans un stade avancé", jugeant le gouvernement "proche d'une finalisation de la restructuration de sa dette extérieure". "La Zambie a fait des progrès significatifs" en la matière et trouvé un accord avec "ses créanciers privés représentant 94% de la dette étant dans le périmètre de la restructuration (...). De notre point de vue ces progrès sont suffisants pour justifier" un rehaussement de la dette. La Zambie a été le premier pays africain à faire défaut sur sa dette en 2020 dans un contexte de pandémie de Covid-19. Lusaka a conclu en juin 2023 un accord de principe avec ses créanciers publics étrangers sur la restructuration de 6 milliards de dollars de dette extérieure et a signé en octobre 2023 un protocole d'accord avec le comité de ses créanciers publics.

RÉHABILITATION DES MINES

Le Burkina Faso réclame 55 millions \$ aux compagnies

Pour financer les travaux de réhabilitation des sites miniers, une fois l'exploitation achevée, le code minier burkinabé a mis en place un fonds alimenté par les cotisations annuelles des compagnies minières. En 2023 et en 2024, la plupart de ces acteurs ne se sont pas acquittés de leurs obligations. Au Burkina Faso, le gouvernement veut récupérer plus de 31 milliards FCFA (54,8 millions USD) de cotisations non versées par les propriétaires de mines et de carrières au titre du Fonds de réhabilitation et de fermeture des mines (FRFM) pour les exercices 2023 et 2024. C'est ce que révèle le

compte-rendu du Conseil des ministres du jeudi 20 novembre, qui pointe une mobilisation « insuffisante » des ressources. En 2023, seules trois mines industrielles ont contribué à hauteur de 7,21 milliards FCFA au FRFM, alors que les cotisations attendues s'élevaient à 24,39 milliards FCFA. Cela représente un taux de réalisation de 29,59 %. Les 14 mines semi-mécanisées et les 31 sociétés de carrières industrielles n'ont versé aucune cotisation cette année-là. La situation s'est légèrement améliorée l'année suivante, avec 13,73 milliards FCFA récupérés auprès de sept sociétés minières. Cela correspond à un taux de mobilisation

de 49,55 % sur les 27,70 milliards FCFA attendus. Seules sept sociétés ont par ailleurs transmis leurs plans de réhabilitation et de fermeture en 2023, contre 17 en 2024, dont 10 sociétés minières. L'article 32 du code minier de 2024 précise que le FRFM est destiné à financer la mise en œuvre des plans de réhabilitation et de fermeture des mines, et qu'il est alimenté par des cotisations annuelles obligatoires des titulaires de permis d'exploitation minière et de carrières, calculées en fonction des coûts prévisionnels de ces travaux. Dans ce cadre, le gouvernement n'a pas expliqué pourquoi une partie des opérateurs n'a pas respecté cette

obligation légale. Le compte-rendu du Conseil indique toutefois que des mesures seront prises pour contraindre les sociétés concernées à verser les cotisations dues. Alors que les autorités n'ont pas détaillé les formes que prendraient ces mesures de contrainte, il faudra donc attendre les prochaines décisions du ministère de l'Environnement, qui a fait le point sur la situation en Conseil des ministres. L'identité des sociétés concernées n'a pas non plus été précisée. Notons que plusieurs groupes internationaux opèrent dans le pays, à l'instar de West African Resources, Endeavour Mining, Iamgold ou encore Orezone Gold.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, espère une nouvelle baisse de taux de la Fed

La Bourse de New York a clôturé en hausse vendredi, poussée par les commentaires d'un responsable de la banque centrale américaine (Fed), qui laissent espérer les investisseurs quant à une nouvelle baisse de ses taux cette année.

Le Dow Jones a pris 1,08%, l'indice Nasdaq 0,88% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,98%. Sur la semaine, les principaux indices de la place américaine restent toutefois en recul, d'environ 2%. Vendredi, avant l'ouverture de la place américaine, le président de la Fed de New York John Williams a déclaré "continue(r) de voir de la marge pour un nouvel ajustement à court terme" des taux directeurs. A moins de trois semaines de la dernière réunion de la Réserve fédérale de l'année, sa déclaration a immédiatement fait réagir les investisseurs, qui ont conclu que la balance penchait à nouveau vers une détente monétaire en décembre. Désormais, une nette majorité d'investisseurs parient sur une baisse de taux en décembre, contre une minorité un jour plus tôt, selon l'outil de veille CME Fed-

Watch. "Cela a certainement été un facteur important dans le rebond d'aujourd'hui", commente auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, d'Edward Jones, notant "une certaine sensibilité autour des taux". L'indice Russell 2000, qui réunit 2.000 PME, a avancé de 2,80%. Petites et moyennes entreprises sont traditionnellement soutenues par un environnement de taux plus bas et une conjoncture économique positive. Reste que "le fait que nous n'allions pas obtenir certaines données clés ne facilite pas la tâche" des membres de la Fed. Le CPI, mesure phare d'inflation aux Etats-Unis, d'octobre et le rapport sur l'emploi pour le même mois ne seront jamais publiés en raison de la longue paralysie budgétaire qu'a connue le pays. Ces mêmes données pour le mois de no-

vembre ne seront connues qu'après la réunion de décembre de la Réserve fédérale. Pour Angelo Kourkafas, "la tendance restera à la baisse des taux jusqu'en 2026, de manière progressive et lente". Dans ce contexte, sur le marché obligataire, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'Etat américain se détendait à 4,06% vers 21H25 GMT, contre 4,08% la veille en clôture. En parallèle, les investisseurs semblent avoir modéré leurs craintes quant à la possibilité d'une bulle financière autour de l'intelligence artificielle (IA). "Une partie de ce scepticisme pourrait persister, les investisseurs commençant à se demander un peu plus si l'IA peut gé-

nerer des profits suffisants pour justifier toutes ces dépenses importantes", anticipe M. Kourkafas. Selon lui, l'enthousiasme "n'est pas terminé" même si "les valorisations ont probablement atteint leur plafond". Côté entreprises, les valeurs associées au secteur des cryptoactifs ont plutôt résisté au recul du bitcoin, à l'image des plateformes d'échange Coinbase (+0,94%) et Robinhood (+1,03%). Le groupe de prêt-à-porter Gap (+8,24% à 24,96 dollars) a bondi, porté par des ventes en hausse lors du troisième trimestre, notamment grâce à une campagne publicitaire virale avec le groupe de musique Katseye.

AU TERME D'UNE SEMAINE MARQUÉE PAR LES CRAINTES

La Bourse de Paris termine sans élan

La Bourse de Paris a terminé à l'équilibre vendredi, au terme d'une semaine marquée par les craintes d'une bulle financière autour de l'intelligence artificielle (IA) sur les marchés. Le CAC 40 est resté stable (+0,02%), en hausse de 1,58 point, à 7.982,65 points. La veille, il avait terminé en légère hausse de 0,34%, à 7.981,07 points. Sur une semaine, l'indice vedette parisien a cédé 2,29%. Il a été freiné par les craintes croissantes des investisseurs d'une bulle financière autour du secteur de l'intelligence artificielle, qui portait pourtant les Bourses mondiales depuis plusieurs mois. Après avoir salué les résultats du géant des puces spécialisées Nvidia mercredi, les investisseurs ont finalement été rattrapés par leurs craintes que les dépenses massives pour développer cette technologie et que les valorisations des géants de la tech ne soient trop élevées. "La question centrale est désormais savoir si et à quel point l'IA va avoir des effets positifs sur la productivité des entreprises", explique à l'AFP Charlotte de Montpellier, économiste senior à ING. Les acteurs du marché ont en revanche pu apprécier les propos d'un responsable de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui a estimé vendredi qu'il y avait "de la marge" pour une nouvelle baisse des

taux directeurs à court terme. "Je continue de voir de la marge pour un nouvel ajustement à court terme" des taux directeurs, en décembre, a déclaré le président de la Fed de New York John Williams, en déplacement au Chili. Cette prise de parole est de bon aloi pour les investisseurs, car la probabilité d'une baisse des taux lors de la prochaine réunion de l'institution s'était considérablement réduite ces dernières semaines, sur fond d'inflation persistante aux États-Unis. Côté obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt français à échéance dix ans a atteint 3,47%, contre 3,49% la veille en clôture. La défense à la peine Les titres de la défense européenne ont reculé nettement après l'annonce du plan américain pour la paix en Ukraine, qui prévoit notamment que Kiev cède les régions de Donetsk et Lougansk dans l'est du pays à Moscou et que l'Ukraine renonce à adhérer à l'Otan. Or, la hausse des valeurs de la défense en Europe depuis plusieurs mois se base sur l'hypothèse d'une poursuite de ce conflit, qui pousse les pays européens à investir massivement dans leur armement.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر					
BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 20 Novembre 2025					
Valeur : 24 Novembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.6089	130.6239
1	EUR	EURO		150.3961	150.4265
1	GBP	POUND STERLING		170.6191	170.6387
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0159	83.0307
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3540	18.3566
1	CHF	SWISS FRANC		161.8851	162.0041
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.8807	92.9112
1	DKK	DANISH KRONE		20.1355	20.1431
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6680	13.6725
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8082	12.8123
1	AED	UAE DIRHAM		35.5582	35.5720
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.8244	34.8303
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.8826	425.0696
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0128	44.4552
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1217	14.1233
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8834	24.0060
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2825	3.2928
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3867	177.3867

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit en légère baisse, semaine difficile pour la “tech”

La plupart des Bourses européennes ont terminé en légère baisse vendredi, les investisseurs préférant se détourner du risque face aux doutes persistants sur le secteur technologique, qui enregistre sa pire semaine depuis plus de sept mois. À Paris, le CAC 40 a fini stable (+0,02%) à 7.982,65 points après avoir évolué dans le rouge la plupart de la séance. À Francfort, le Dax a reculé de 0,78% et à Londres, le FTSE 100 a grappillé 0,13%. L'indice EuroStoxx 50 a fini en baisse 0,99%, le FTSEurofirst 300 a abandonné 0,32% et le Stoxx

600 a perdu 0,36%.. Sur la semaine, le Stoxx 600 recule de 2,24% et le CAC 40 de 2,29%. Les Bourses européennes clôturent dans le rouge une semaine marquée par une forte volatilité, les craintes concernant les valorisations et le niveau d'endettement dans le secteur de l'intelligence artificielle (IA) ne s'étant pas dissipées malgré les résultats et les perspectives plutôt solides du géant américain Nvidia, qui n'ont apporté qu'un bref répit jeudi. Cette prudence concerne également les obligations Oracle, après l'annonce par le groupe américain

de son intention d'augmenter sa dette déjà considérable pour financer des infrastructures d'IA, à un moment où l'on exige une plus grande protection sur les prêts accordés aux grandes entreprises technologiques, signe de méfiance à l'égard de l'endettement du secteur. Preuve des doutes persistants, l'indice Stoxx de la technologie a reculé de 2,33% et de 4,61% sur la semaine, ce qui en fait la pire performance hebdomadaire du secteur depuis début avril. Hani Redha, gérant de portefeuille chez PineBridge Investments, qualifie toutefois la réaction du marché

de "très contre-intuitive". "Il se peut que Nvidia ait été hier une sorte de distributeur automatique de billets : les gens vendaient ce qu'ils pouvaient pour enregistrer des gains et couvrir leurs pertes spéculatives ailleurs", a-t-il dit. La technologie n'a toutefois pas été le seul secteur à la peine vendredi, lors d'une séance où l'actualité géopolitique a également pesé lourdement. Les fabricants d'armes européens du Stoxx, ont perdu 3,47% alors que Washington met la pression sur Kyiv pour qu'il accepte son plan de règlement du conflit russo-

ukrainien. Un accord de paix entre les deux pays serait par ailleurs susceptible d'accroître l'offre de pétrole sur le marché mondial, ce qui fait reculer les cours du brut et a plombé le secteur énergétique européen (-2,3%). De l'autre côté de l'Atlantique, les espoirs grandissent que la Réserve fédérale (Fed) abaisse ses taux d'intérêt en décembre, même si les membres de la banque centrale ont de nouveau exprimé vendredi des opinions divergentes sur la trajectoire appropriée de la politique monétaire.

LE VICE-CHANCELIER ALLEMAND EN CHINE

Des garanties chinoises pour l'accès aux terres rares

Le vice-chancelier a passé trois jours en Chine, participant notamment au "dialogue financier germano-chinois", un rendez-vous annuel, accompagné de représentants allemands du secteur bancaire.

Le ministre des Finances allemand a déclaré jeudi avoir obtenu des garanties chinoises "claires" sur l'accès aux terres rares et aux matières premières critiques, au terme du premier voyage officiel d'un membre du gouvernement Merz dans le pays. Devant des journalistes à Singapour, Lars Klingbeil a évoqué un "engagement clair de la part de la Chine concernant les terres rares et les matières premières critiques, garantissant des accès fiables et des chaînes d'approvisionnement sûres". "C'était un point très important, qui a été publiquement confirmé, et nous rappelons cela à la partie chinoise", a-t-il ajouté.

Le vice-chancelier a passé trois jours en Chine, participant notamment au "dialogue financier germano-chinois", un rendez-vous annuel, accompagné de représentants allemands du secteur bancaire. Il s'agit de la première visite de la coalition gouvernementale en Chine, après l'annulation subite de celle du chef de la diplomatie Johann Wadephul fin octobre. "Je pense avoir contribué à la qualité des relations germano-chinoises", a ajouté Lars Klingbeil qui ne les a "jamais perçues comme étant en danger ou en déclin". Déjà freinées par des désaccords géopolitiques, les relations entre Berlin et Pékin se sont encore refroidies ces derniers mois

avec les tensions commerciales entre l'UE et la Chine. Les industries allemande et européenne souffrent des contrôles à l'exportation sur les terres rares et les semi-conducteurs de Pékin, quant à lui excédé par les droits de douane européens sur l'importation de voitures électriques chinoises. La Chine a néanmoins retrouvé cette année sa place de premier partenaire commercial de l'Allemagne, d'après des chiffres officiels publiés mercredi. Elle a détrôné les Etats-Unis, dont les droits de douane ont fortement affecté le modèle exportateur allemand.

USA

Un indice clé d'inflation pour octobre annulé en raison de la paralysie budgétaire

Une mesure phare d'inflation aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation (CPI) d'octobre, ne sera jamais publiée en raison de la longue paralysie budgétaire qu'a connue le pays, a annoncé vendredi un service statistiques officiel. Ce sera un nouveau manque impossible à combler pour jauger de l'état de l'économie américaine. Pendant le "shutdown" le plus long de l'histoire (du 1er octobre au 12 novembre), les fonctionnaires du service statistiques du ministère du

Travail (BLS) n'ont pas été autorisés à travailler et donc à collecter les prix d'un large panier de biens et services. La publication de l'indice CPI du mois d'octobre a donc été annulée. Le BLS avait annoncé plus tôt cette semaine qu'il ne pourrait pas non plus calculer le taux de chômage sur cette période. Ces éléments vont donc manquer aux participants du Comité monétaire (FOMC) pour évaluer l'inflation, alors qu'ils sont chargés de fixer les

taux d'intérêt de manière à assurer une certaine stabilité des prix, l'objectif étant une inflation de 2%. Le dernier indice CPI disponible, concernant le mois de septembre, s'affichait à 3% contre 2,3% en avril. Par ailleurs, un des responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed) a estimé vendredi qu'il y avait "de la marge" pour une nouvelle baisse des taux directeurs à court terme, moins de trois semaines avant une réunion de l'institution. "Je continue de voir de la marge

pour un nouvel ajustement à court terme" des taux directeurs, a déclaré le président de la Fed de New York John Williams. Sa déclaration a immédiatement fait réagir les investisseurs, qui ont conclu que la balance penchait à nouveau vers une détente monétaire en décembre. Les attentes des marchés financiers vis-à-vis de la politique de la banque centrale des Etats-Unis sont rarement aussi volatiles à l'approche d'une réunion.

ROYAUME-UNI

La croissance du secteur privé s'essouffle nettement en novembre

La croissance de l'activité a nettement ralenti dans le secteur privé britannique en novembre, montrent vendredi les résultats d'une enquête de S&P Global qui dresse un tableau particulièrement morose de l'économie au Royaume-Uni. L'indice PMI préliminaire S&P Global 'composite' est ressorti à 50,5 ce mois-ci contre 52,2 en octobre,

à peine au-dessus du seuil des 50 points témoignant d'une expansion de l'activité. Dans son communiqué, le cabinet de recherche met comme souvent en avant l'incertitude liée au budget d'automne du gouvernement travailliste, mais s'inquiète aussi d'autres facteurs susceptibles de saper la confiance des entreprises. "Une partie non négligeable du

malaise actuel peut être mis sur le compte d'une pause dans les décisions d'investissement due à la perspective du vote du budget d'automne, mais il existe de bonnes chances pour que cette pause se transforme en véritable retournement à la baisse", s'inquiète Chris Williamson, économiste en chef chez S&P Global Market Intelligence. "La

chute de confiance pour l'année à venir reflète les craintes grandissantes d'une persistance de conditions d'activité difficiles au cours des prochains mois, largement dues à l'anticipation de la mise en œuvre de mesures susceptibles de pénaliser la demande dans l'orientation budgétaire", ajoute-t-il. Dans le détail, l'indice PMI pour le seul secteur

des services est retombé de 52,3 en octobre à 50,5 en novembre, soit un plus bas de sept mois, tandis que celui du secteur manufacturier est remonté à 50,2 contre 49,7 le mois précédent, un plus haut de 14 mois. D'après S&P Global, ces données laissent entrevoir une croissance 'maigriche' d'à peine 0,1% du PIB du pays au 4ème trimestre.

ITALIE

Légère accélération de l'économie

Au troisième trimestre, la croissance du PIB s'est légèrement accélérée en Chine et dans la zone euro. Aux États-Unis, les anticipations d'un ralentissement de la croissance économique et de l'inflation ont entraîné une baisse des taux d'intérêt en octobre. Selon les premières estimations, le PIB italien est resté stable au troisième trimestre par rapport aux trois mois précédents, enregistrant un résultat similaire à celui de l'Allemagne mais inférieur à la moyenne de la zone euro, de la France et de l'Espagne. La tendance des exportations durant les mois d'été, malgré une contraction

en août, a été globalement positive (+1,2 % de juin à août par rapport aux trois mois précédents), tandis que les importations sur la même période ont montré une légère baisse (-0,3 %). L'indice corrigé des variations saisonnières de la production industrielle a progressé de 2,8 % en septembre par rapport à août, compensant ainsi le fort repli du mois précédent (-2,7 %). Cependant, l'indice affiche un recul moyen de 0,5 % sur le trimestre au troisième trimestre. L'emploi a progressé en septembre. Cette croissance a concerné uniquement les femmes et toutes les tranches d'âge, à l'exception des 35-49 ans. Par

catégorie professionnelle, l'emploi a augmenté chez les salariés permanents, diminué chez les travailleurs temporaires et est resté globalement stable chez les travailleurs indépendants. En octobre, selon des estimations préliminaires, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IPCH) a montré une augmentation sur un an (+1,3 %), inférieure à la moyenne de la zone euro (+2,1 %) et un net ralentissement par rapport aux mois précédents. D'octobre 2021 à octobre 2025, les prix des produits alimentaires en Italie ont augmenté de 24,9 %, soit une hausse de près de 8 points de pourcentage supérieure à celle affichée par l'in-

dice général des prix à la consommation au cours de la même période (+17,3 %). La forte croissance de 2022-2023 a été alimentée par le choc des prix de l'énergie, qui a considérablement affecté le secteur des aliments non transformés, à la fois directement, compte tenu du poids important des intrants énergétiques, et indirectement, en alimentant la hausse des prix de produits intermédiaires importants, tels que les engrais. Au cours des deux dernières années, la dynamique de croissance a été plus modérée et, en partie, soutenue par le redressement des marges bénéficiaires des entreprises agricoles.

JAPON

Un plan de relance économique de 117 milliards d'euros approuvé

Le gouvernement japonais a approuvé vendredi un massif plan de relance économique pour tenter d'atténuer l'impact de l'inflation sur les ménages et les entreprises, ont rapporté des médias locaux. Ces mesures se chiffrent à 21.300 milliards de yens (117 milliards d'euros), selon les mêmes sources. La Première ministre japonaise Sanae Takaichi a assuré que le plan de relance de 117 milliards d'euros était "responsable" sur le plan budgétaire, affirmant qu'elle entendait réduire la dette colossale du pays. L'ensemble de mesures prévues comprend des subventions aux factures d'énergie et des réductions d'impôts pour atténuer les effets de l'inflation sur les ménages. Avec ce plan, le gouvernement entend relancer la croissance de la quatrième économie mondiale dans un contexte marqué par la flambée des prix. L'inflation a de nouveau accéléré dans le pays en octobre selon des chiffres publiés vendredi matin, à 3% en excluant les produits frais, contre 2,9% en septembre. La hausse des prix à la consommation dans l'archipel dépasse ainsi l'objectif de la Banque du Japon (2%) pour le 43e mois consécutif, une série inédite depuis 1992, et pourrait inciter l'institution à relever ses taux en décembre.

40 ANS DE WINDOWS, 30 ANS DE MENU DÉMARRER : Petite histoire d'un clic devenu réflexe

Avant lui, on ouvrait le Gestionnaire de programmes et des fenêtres grises alignées au pixel près. Puis, en 1995, un bouton planté dans un coin de l'écran s'est invité dans les habitudes de millions de personnes. Quarante ans après les débuts de Windows et trente ans après Windows 95, le menu Démarrer raconte à lui seul l'évolution de Microsoft, entre quête de simplicité, expérimentations tactiles et retours en arrière assumés.

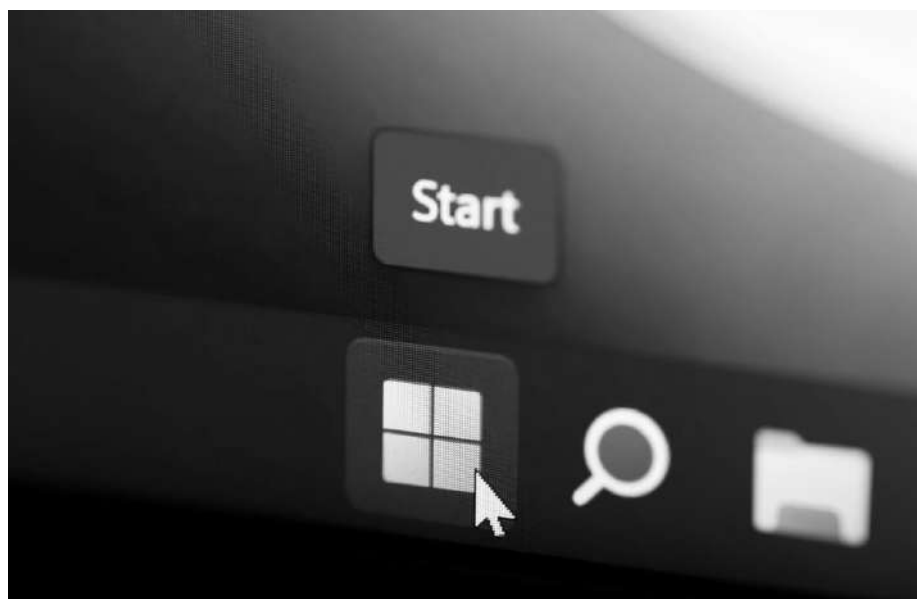
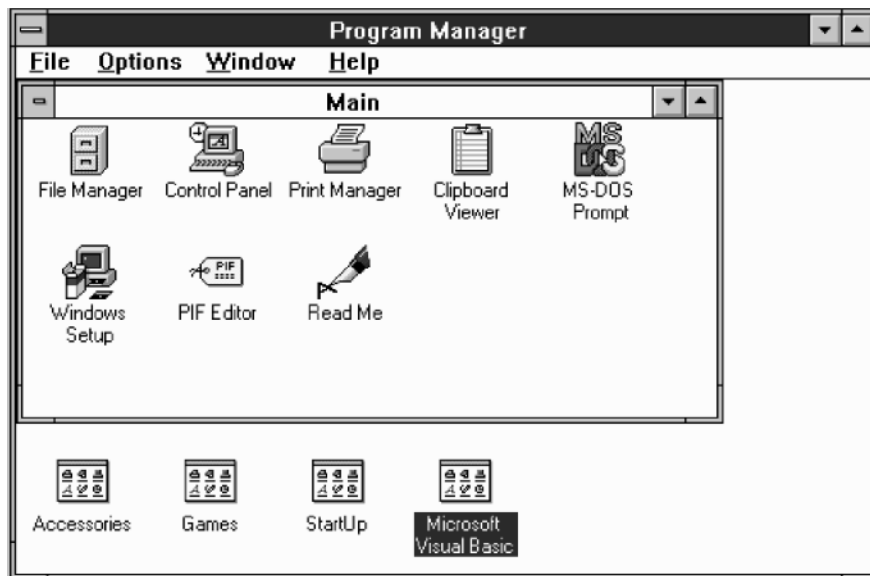
Lorsque Windows 1.0 arrive en 1985, Microsoft rêve déjà de mettre une interface graphique sur tous les PC, mais le fameux bouton Démarrer n'existe pas encore. L'utilisateur jongle avec des fenêtres, des icônes et un genre de gestionnaire de fichiers très brut qui sent fort les années 80. Il faudra attendre 1995 et Windows 95 pour que la petite pastille colorée, posée en bas à gauche, devienne le point de départ officiel de la journée informatique de centaines de millions de personnes. Depuis, le menu Démarrer a tout connu. Les déclinaisons en deux colonnes de Windows XP, les effets de verre de Vista, les recherches instantanées de Windows 7, l'écran plein de tuiles de Windows 8, le compromis de Windows 10 et le recentrage élégant de Windows 11. À chaque génération, Microsoft a tenté de répondre à la même question sans la poser clairement à l'écran : comment faire pour que l'utilisateur retrouve ses affaires sans réfléchir ?

Avant le menu Démarrer, la galère

Les premiers Windows reposent sur une logique héritée de MS-DOS. Sur Windows 1.0 et 2.0, le système se contente d'habiller un environnement très technique avec des fenêtres et un gestionnaire de fichiers très rudimentaire, MS-DOS Executive. Il faut attendre la série 3.x pour que Microsoft introduise le Gestionnaire de programmes qui fonctionne comme un classeur un peu raide. La navigation passe par des groupes d'applications, des icônes sur lesquelles il faut double-cliquer et des arborescences de dossiers encore très primitives. À moins de créer des raccourcis à la main, rien de tout cela ne permet de lancer un logiciel ou d'ouvrir un document depuis un même endroit. Bien évidemment, l'arrivée du bouton Démarrer en 1995 marque une vraie rupture. Windows 95 remplace le Gestionnaire de programmes par l'Explorateur et installe dans le coin inférieur gauche un bouton qui condense l'essentiel de la machine. La colonne principale regroupe les programmes, les documents récents, l'accès à l'aide et à l'arrêt du PC, le tout organisé en sous-menus qui débordent sur le bureau. L'utilisateur n'a plus besoin de se souvenir de l'emplacement exact d'un exécutable, il sait simplement qu'il faut cliquer sur Démarrer, puis scroller-cliquer vers ce qu'il cherche. Les versions suivantes, de Windows 98 à Windows ME puis Windows 2000, peaufineront ce modèle plutôt que de le bousculer. Le menu conserve sa forme compacte, gagne surtout en praticité avec le glisser-déposer de raccourcis et quelques retouches esthétiques. À la fin des années 90, le réflexe est ancré, et dans les formations en entreprise, l'apprentissage de Windows se résume presque à une consigne unique : « on commence toujours par Démarrer ».

Windows XP, Vista, 7 : l'âge d'or du menu Démarrer classique

Avec Windows XP en 2001, Microsoft profite du grand renouvellement visuel de



l'interface pour moderniser le menu Démarrer. La pastille verte donne accès à un panneau élargi qui adopte une structure en deux colonnes. À gauche, la liste des programmes les plus utilisés et un lien vers « Tous les programmes ». À droite, les dossiers personnels, le Panneau de configuration, le poste de travail, quelques raccourcis système. Le menu devient un tableau de bord miniature capable de s'adapter au quotidien de l'utilisateur.

Ce modèle se stabilise avec Windows Vista puis Windows 7. L'apparence change, les effets de transparence et de verre dépoli s'invitent dans la barre des tâches, mais la logique reste la même. C'est à ce moment que la zone de recherche intégrée au menu Démarrer s'impose vraiment. Il suffit de taper les premières lettres d'un programme, d'un document ou d'un réglage pour que Windows affiche les résultats en direct. Le menu devient un champ de recherche universel plus qu'un simple catalogue, ce qui modifie profondément la manière dont on l'utilise au quotidien. Pour beaucoup, c'est l'équilibre le plus réussi. Le menu reste compact, précis, compatible avec la mémoire musculaire de celles et ceux qui ont connu Windows 95, tout en absorbant la complexité croissante du système. Une grande partie de l'accès aux outils de config passe désormais par ce moteur de recherche improvisé, au point que l'on finit par taper « gestionnaire de périphériques » plutôt que

de farfouiller dans les arborescences du Panneau de configuration.

Windows 8 et 10 : le choc des tuiles puis le compromis

En 2012, Windows 8 tente le grand saut. Le menu Démarrer cède la place à une page Démarrer plein écran, directement inspiré de l'interface de Windows Phone. Les icônes se transforment en tuiles, certaines deviennent « actives » et affichent en direct météo, mails, calendrier ou mises à jour. Sur tablette, l'idée n'est pas bête et offre un tableau de bord vivant. Sur PC classique avec clavier et souris, l'expérience est plus rude. La transition brutale entre le bureau traditionnel et cet écran coloré, l'absence de bouton Démarrer au sens classique et des gestes parfois obscurs (spéciale dédicace aux charms) pour accéder aux commandes système désorientent le public. L'écosystème des utilitaires tiers se met rapidement à proposer des menus alternatifs qui recréent un Démarrer à l'ancienne. Microsoft finira par corriger le tir avec Windows 8.1, qui réintroduit un bouton dans la barre des tâches, sans apaiser complètement les critiques. Windows 10 amorce alors le retour à une approche plus familière. Le menu Démarrer réapparaît sous forme de panneau latéral, à nouveau collé à la barre des tâches. La colonne de gauche rassemble la liste des applications et une poignée de raccourcis système, tandis que la partie

droite accueille des tuiles redimensionnables qui prolongent l'héritage de Windows 8. L'ensemble forme une sorte de compromis entre la grille dynamique pensée pour le tactile et le menu structuré réclamé à cors et à cris par le monde du PC. Avec les mises à jour successives, Microsoft atténue le côté criard des tuiles et harmonise les couleurs pour coller à son langage Fluent Design. Pour beaucoup d'utilisateurs et utilisatrices, cette période correspond à une phase de stabilité confortable où l'on retrouve ses habitudes sans renoncer aux raccourcis modernes ni aux suggestions de contenu.

Windows 11 et après : un Démarrer recentré, plus sobre et plus personnalisable

L'arrivée de Windows 11 marque un tournant visuel. Les icônes de la barre des tâches se recentrent, entraînant avec elles le bouton Démarrer, même si l'on peut toujours revenir à un alignement à gauche pour rassurer les nostalgiques. Le menu abandonne définitivement les tuiles dynamiques et adopte une présentation plus sobre avec des icônes fixes, des coins arrondis et une structure en deux zones bien distinctes.

La partie supérieure regroupe les applications épinglées et traite le menu comme un lanceur rapide que l'on organise par rangées. La partie inférieure met en avant les fichiers récents et les applications fraîchement installées. Le lien vers la liste complète des applications renvoie vers une vue plus traditionnelle qui fait défiler l'ensemble des logiciels. Avec les mises à jour successives, notamment les versions 24H2 et 25H2, Microsoft affine encore cette organisation en fusionnant les différentes sections dans une présentation plus continue et plus facile à parcourir, tout en laissant davantage de marge pour désactiver les recommandations jugées trop envahissantes.

Dans le même mouvement, le rôle du menu Démarrer change. Longtemps centre névralgique du système, il devient progressivement un hub de la vie numérique au sens large. Les dernières évolutions de Windows 11 ajoutent dans le panneau latéral du menu un accès direct au téléphone via l'intégration de Mobile Connecté, depuis lequel on peut connecter son smartphone, consulter notifications, appels et messages récents, voire envoyer des fichiers et reprendre certaines activités entre le PC et le mobile.

Ce qui se jouait autrefois à l'échelle du seul système d'exploitation déborde désormais sur l'ensemble des usages quotidiens. Le menu Démarrer ne sert plus seulement à ouvrir un traitement de texte ou le Panneau de configuration, il orchestre aussi la continuité entre le PC, le cloud et le téléphone. Quarante ans après les débuts de Windows en 1985, le bouton Démarrer reste l'un des symboles les plus immédiats de l'univers Microsoft. Qu'il s'affiche à gauche ou au centre, en vert, en bleu ou en dégradé translucide, il incarne ce réflexe familial qui accompagne plusieurs générations d'utilisateurs et d'utilisatrices. On allume la machine, on clique sur Démarrer, et la journée peut commencer.

PEUGEOT POLYGON CONCEPT

Malgré un volant carré, le lion tournerait-il en rond ?

Depuis plus de quarante ans, Peugeot est coutumier des concept-cars futuristes, ces prototypes de salon extravagants incarnant l'avenir de la marque à plus ou moins brève échéance nous mettant aussi parfois sur de fausses pistes. Avec ce Polygon, Peugeot esquisse la troisième génération de la 208 qui n'arrivera pas avant 2027. Mais plus que sa plastique, c'est davantage son volant et l'agencement intérieur qui sont ici avancés. Et la démarche fait aussi penser à celle de l'étude de style Fractal de 2015. Est-ce que sous couvert d'un volant carré, le lion ne tournerait-il pas en rond ?

Face au raz-de-marée Renault qui monopolise le terrain médiatique depuis près de 5 ans, pas facile pour Peugeot d'être seul sous les feux de la rampe. Profitant d'une accalmie après la présentation de la Twingo électrique, la marque au lion dévoile le concept car Polygon. Kesako ?

Selon le constructeur Sochalien, ce prototype illustre sa vision du futur et tout particulièrement le volant baptisée hypersquare - annoncé par le concept-car Peugeot Inception en janvier 2023 - qui équipera, à partir de 2027, la nouvelle génération de la 208. Puis le remplaçant du 2008 à compter de 2028. Un volant carré digital et tactile bénéficiant de la technologie "Steer-by-wire" autrement dit sans liaison mécanique entre le cerceau et les roues avant. La colonne de direction traditionnelle a été remplacée par un système 100% électronique. Encore échaudé par certains soucis de fiabilité mécanique, Peugeot s'empresse de rassurer ses futurs clients en arguant que cette technologie a fait ses preuves, depuis de nombreuses années, dans l'industrie aéronautique où la sécurité est une priorité.

Peugeot aurait-il inventé le volant parfait ?

Peugeot précise également qu' "Au-delà de la fonctionnalité classique d'assistance de la direction, le système innove en ajoutant une variation de la démultiplication de la direction en fonction de la vitesse. A petite vitesse, pour stationner, faire demi-tour, le volant Hypersquare® permet d'effectuer facilement et rapidement toutes les manœuvres, sans bouger les mains du volant, ni effectuer de multiples tours (la rotation maximale est de 170° dans chaque sens - soit un peu moins qu'un



tour complet - contre trois tours complets avec un volant traditionnel). A allure soutenue, une légère impulsion sur le volant Hypersquare® suffit à modifier avec finesse la trajectoire de la voiture." D'autres constructeurs, certes sur des segments nettement plus haut de gamme, ont déjà tenté l'aventure, Lexus, Tesla et Infiniti notamment avec parfois des clients un peu déroutés et des retours en arrière. Dixit Peugeot "L'association du volant Hypersquare® et de la technologie steer-by-wire offre une réactivité et une précision exceptionnelles à haute vitesse, un confort inédit dans les manœuvres, et une sensation d'hyper agilité unique. Par ailleurs, la technologie steer-by-wire assure un 'retour' idéal de la route, filtrant les remontrances désagréables (annulation des vibrations) tout en transmettant au

conducteur le ressenti utile pour bien appréhender les conditions de conduite. ". Le lion serait-il parvenu à inventer le volant parfait ? Il est bien sûr encore trop tôt pour l'affirmer. Ce n'est pas ce concept-car dont le châssis n'a pas vocation à être peaufiné dans sa mise au point qui le permettra vous vous en doutez mais davantage la Peugeot 208 de troisième génération, en 2027. Nous avons d'ores et déjà hâte d'en prendre le volant !

Une Peugeot sans aucun écran

L'autre innovation apportée par le i-Cockpit du concept Polygon, c'est l'absence d'écran sur la planche de bord. En effet, l'instrumentation comme l'interface multimédia, investiront toutes deux le pare-brise avec un affichage tête haute de 24

cm de large sur 74 cm de haut, l'équivalent d'un écran de 31 pouces de diagonale. Soit quasiment une surface double de celle habituellement proposée dans les véhicules de série des marques généralistes. Rien n'est en revanche prévu pour le passager qui se consolera avec un espace personnalisable devant lui où il aura tout le loisir de suspendre ses effets personnels comme des accessoires. Peugeot réinvente le dispositif Youclip de Renault & Dacia ? Faut-il déjà lire entre les lignes une possible descente en gamme de la 208 ?

Le look des futures Peugeot s'inspirera du passé ?

Outre une démonstration technologique dans l'habitacle, le concept car Peugeot Polygon annonce aussi le futur esthétique de la marque avec un logo lumineux intégré à trois barres horizontales marquant sans discontinuité la calandre et les projecteurs. Une manière habile de revisiter le thème des Peugeot des années 1970, 1980 et 1990, depuis les 305 et 505 jusqu'aux 405 et 605 sans oublier bien évidemment la Peugeot 205. Un thème que l'on retrouve en écho à l'arrière où toute la surface lumineuse est intégrée dans un bandeau noir. Géométrique à souhait, le profil du Polygon par sa verrière pyramidale fait penser à la 25 Turbo 16 mais sans pour autant pousser le curseur dans le néo-rétro aussi loin que Renault. Peugeot n'envisage pas de répliquer à la R5 Turbo 3E. Néanmoins, dans l'habitacle, la couleur rouge omniprésente évoque clairement les concept-car des années 1980 avec la Peugeot Proxima en tête mais aussi d'une certaine manière aussi la Peugeot 205 GTI.

Le nouveau Nissan Navara devient un Mitsubishi rebadgé

Alors qu'il servait de base dans sa précédente génération aux Renault Alaskan et Mercedes Classe X, le Nissan Navara sera désormais une version rhabillée du Mitsubishi L200. Une stratégie logique puisque Nissan et Renault ne collaborent plus sur ce genre de modèles et que Nissan est l'actionnaire majoritaire de Mitsubishi. Les pick-up font partie des modèles traditionnels de Nissan, qui fabrique le Navara depuis 1986 (connu sous d'autres noms hors d'Europe). La quatrième génération du modèle, lancée en 2014, a servi de base à d'autres pick-up commercialisés par Renault et Mercedes : l'Alaskan et le Classe X, étroitement liés au Navara avec simplement un design extérieur différent (et des réglages modifiés en plus d'une motorisation spécifique dans le cas du Mercedes). Mais pour la première fois de toute l'histoire du pick-up Nissan, le nouveau Navara n'est plus un produit conçu en interne par le constructeur japonais. Le modèle que vous pouvez observer dans les images ac-



compagnant cet article se base en effet sur la toute dernière génération du Mitsubishi Triton, connu chez nous sous le nom « L200 ».

Un L200 rhabillé

Ce nouveau Navara adopte donc les mêmes proportions que son cousin

japonais et affiche juste une face avant différente, même si la filiation entre les deux modèles reste très visible. Le constat est le même à l'intérieur avec une planche de bord quasiment identique à celle du Mitsubishi Triton, qui fait la part belle aux grands écrans comme il se doit

dans notre époque. Reste à savoir quelles motorisations ce nouveau Nissan Navara utilisera. Le Mitsubishi Triton, lui, laisse le choix entre deux versions du même diesel 4 cylindres 2,4 litres. Pour l'instant, le Mitsubishi Triton dévoilé en 2023 n'a pas été importé de manière officielle en Europe et

compte tenu de l'évolution du marché et des normes (notamment au niveau des quotas de CO2), il n'est pas certain que le pick-up finisse par arriver. De la même façon, peut-être que Nissan renoncera à commercialiser le nouveau Navara sur notre marché.



Mots fléchés

PRODUIT À L'ÉTRANGER PROFIT		PASSIF ALIMENTÉE		INHÉRENT À LA BOURSE		PREUVE DE DÉPÔT PARTIE DU CORPS		PAYS EN DÉVELOP- PEMENT		DÉPOSÉ À L'INPI MAL CLASSÉ	
								ANCIENNE STATION SPATIALE			
PRIX À GAGNER PETIT COMMERCE				ENTREPRISE FILLE D'AGA- MEMNON							
								RÊVE INACHEVÉ CANAUX MARINS			
FRISÉ BISTROT						MAFIA FILET D'EAU					
			OBTIENT SANS TRAVAIL RESSOURCE MONÉTAIRE							EN MATIÈRE DE	
NOUAI PURE				FABRIQUÉE ASSÉCHAIT							
						PARTIES DE TENNIS VICTOIRE D'EMPIRE					BANQUE CENTRALE À FRANCFORT
FAIT DES FRAIS		CONFITS DANS LA SALADE BÊTE PUANTE								COTÉE EN BOURSE	
							NUMÉRO UNIQUE POUR LES SOCIÉTÉS		ACTINIUM AU LABO POINT DE VUE		
COMBAT- TRAIENT	SYNDICATS ABIMAI							SERVICE GAGNANT OBTENU			
											S'AMUSE
SECTEUR DE VENT CAUCHEMAR DU PATRON			ARTICLE	CONSULTÉ		FAIRE LE LION					
								RÈGLE DE DROIT			
AIMÉE DE TRISTAN						RÉFUTENT					

UTILISATION DES APPAREILS DE CHAUFFAGE

Le ministère de l'Intérieur appelle au respect des consignes de sécurité

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a renouvelé, samedi dans un communiqué, son appel à l'ensemble des citoyens à faire preuve d'une vigilance maximale et au strict respect des consignes de sécurité lors de l'utilisation des appareils de chauffage, notamment avec le début de la chute des températures. Le ministère a appelé les citoyens "à faire preuve du plus haut degré de vigilance et de prudence et à respecter scrupuleusement les consignes de sécurité lors de l'utilisation des appareils de chauffage, afin de préserver leur sécurité et celle de leurs proches".



CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines représentera l'Algérie

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, représentera l'Algérie aux travaux de la 21e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), prévue du 23 au 27 novembre courant à Riyad (Arabie saoudite), indique samedi un communiqué du ministère. Cette conférence constitue l'une des principales plateformes mondiales dédiées à l'élaboration des politiques industrielles, regroupant les représentants de 173 Etats membres, pour examiner plusieurs thématiques et défis, à l'instar des perspectives du développement industriel durable, la transformation numérique, l'industrie verte, l'économie circulaire, la promotion des chaînes de valeur équitables, ainsi que la coopération industrielle avec les pays en développement et à revenu intermédiaire. Elle abordera, également, les mécanismes de financement des projets et programmes industriels, le développement de solutions pour la coopération technique et l'échange d'expertises dans la gestion des grands projets. Cette édition revêt un caractère particulier, en devenant "le Sommet mondial de l'industrie 2025" (Global Industry Summit- GIS 2025), avec la participation de Chefs d'Etat et de gouvernements, de ministres et hauts responsables, ainsi que de dirigeants d'importantes entreprises industrielles internationales. A cet égard, M. Arkab représentera l'Algérie à cet événement à la tête d'une délégation de haut niveau, comprenant des représentants et des cadres supérieurs des secteurs concernés, notamment les hydrocarbures, les mines et l'industrie, ainsi que les ambassadeurs d'Algérie auprès de l'Autriche et de l'Arabie Saoudite, et le président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM).

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Le Pdg DE Sonatrach lance le projet d'une usine à Mostaganem

Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Nouredine Daoudi, et le PDG de l'Entreprise algérienne de dessalement de l'eau (EADE), filiale de Sonatrach, Lahcen Bada, ont supervisé samedi le lancement des travaux de construction de l'usine de dessalement de l'eau de mer à la plage de Sidi El-Adjal, dans la commune de Khadra, à l'est de la wilaya de Mostaganem, en présence des autorités locales. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du deuxième programme complémentaire de dessalement approuvé par le Conseil des ministres en oc-

tobre dernier réuni sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le programme prévoit la réalisation de trois nouvelles usines dans les wilayas de Mostaganem, Tlemcen et Chlef, chacune d'une capacité de 300 000 m3/jour. A cette occasion, M. Daoudi a souligné que l'objectif du Groupe est de maîtriser les coûts, les délais de réalisation et les opérations de maintenance, précisant que "toutes les étapes seront assurées exclusivement par des compétences algériennes, qu'il s'agisse d'ingénieurs, de techniciens ou de main-d'œuvre qualifiée". La

réalisation de cette usine, confiée à la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI), filiale de Sonatrach, s'étendra sur une superficie de 12 hectares et fournira 300.000 m3/jour d'eau dessalée pour 3 millions d'habitants de Mostaganem et des wilayas voisines (Relizane, Tiaret et Tissemsilt). La première tranche de l'usine, d'une capacité de 150.000 m3/jour, devrait entrer partiellement en service dans 22 mois. La future installation fonctionnera selon les normes les plus modernes, notamment par osmose inverse.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« La jeunesse, véritable richesse de l'Algérie »

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué que la jeunesse algérienne représentait la véritable richesse du pays, soulignant le souci de l'Etat de réunir toutes les conditions pour investir dans une génération capable de réaliser l'essor par le savoir et la connaissance. "La véritable richesse de l'Algérie, en dehors du pétrole et du gaz, ce sont ses enfants", a soutenu le président de la République lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Constantine, jeudi dernier, soulignant "le souci de l'Etat de réunir toutes les conditions pour investir dans une génération capable de réaliser l'essor par le savoir et la connaissance". Procédant à l'inauguration de projets de développement et à la pose de la première pierre d'autres, le président de la République a précisé que le secteur de l'habitat constitue "le principal indicateur socioéconomique de développement en Algérie". Il a fait remarquer, à cet égard, que "les projets de logement sont désormais livrés dans des délais records, allant de 6 à 14 mois". "C'est un exploit, rendu possible grâce aux compétences algériennes", a-t-il dit, saluant les efforts des cadres du secteur aux niveaux local et central. "Cela a eu un impact sur la situation générale en Algérie, contribuant à l'unité des citoyens et à l'accompagnement de toute une génération vers un avenir prometteur", a poursuivi le président de la République. "Le gaz, l'eau, l'électricité et le logement décent sont à la portée des Algériens et nous avons éliminé l'habitat précaire, tout en poursuivant le travail pour éliminer progressivement ce qu'il en reste dans certaines wilayas", a-t-il expliqué. Et d'ajouter que la cadence à laquelle le dossier du logement avance permettra d'axer les efforts sur la qualité des logements réalisés", indiquant que "toutes les manœuvres" que connaissait le secteur concernant les modalités d'octroi des logements ont été "dépassées grâce à la politique de la numérisation adoptée, qui permet à chaque citoyen d'accéder à son droit au lo-

gement". Le président de la République a affirmé que le traitement de ce dossier en Algérie est "unique comparativement à d'autres pays", ce qui reflète "la politique de tout un Etat envers ses enfants". Le président de la République a, par ailleurs, souligné que "l'Algérie a pu lancer une véritable industrie pharmaceutique et relever le défi de couvrir les besoins du marché national tout en s'orientant vers l'exportation", ce qui a vocation à "assurer au pays des recettes en devises" et à "garantir des emplois aux diplômés universitaires". Concernant le secteur de la santé, le président de la République a mis en avant "la volonté de plusieurs partenaires de coopérer avec l'Algérie au regard de ses potentialités". A propos du CHU de Constantine, d'une capacité de 500 lits, le président de la République a insisté sur "la nécessité de procéder à sa réalisation suivant des normes qui permettent son extension parallèlement à l'augmentation de la population, car il est inconcevable de construire un hôpital universitaire tous les dix ans". "S'il s'avère nécessaire d'étendre la superficie

consacrée à cette structure de santé à plus de 22 hectares, il faut le faire", a-t-il insisté. Soulignant la nécessaire création de centres de recherche, il a mis l'accent sur "l'importance de choisir des bureaux d'études appropriés en prenant toutes les précautions nécessaires pour garantir l'avancement des travaux de réalisation dans les délais impartis, parallèlement à la mise à disposition des équipements nécessaires". Au cours de sa visite, le président de la République a instruit d'accompagner la réalisation des infrastructures sportives par des structures d'accueil pour les élites, notamment pour les sports scolaires et universitaires, en vue d'alterner la programmation des compétitions sportives à travers les différents stades du pays". Le président de la République a, par ailleurs, souligné la nécessité d'accorder toute l'importance nécessaire au patrimoine architectural et civilisationnel de la wilaya de Constantine, parallèlement à la réalisation des projets de développement, s'engageant personnellement à "répondre à tous les besoins de la wilaya en matière de développement".

MOTOREST

matériel agricole

5 ÈME ÉDITION

ÉVÈNEMENT

LA MÉCANISATION ET L'INTÉGRATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LES CULTURES STRATÉGIQUES AU SUD

À l'occasion de la 5^e édition de notre rencontre annuelle.

Nous vous invitons à participer à une rencontre avec des experts du domaine agricole.

DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2025

ADRAR - ALGÉRIE

SOYEZ AU RENDEZ VOUS !